

REMIS EN NOVEMBRE 2013

RAPPORT D'ÉTUDE

INJEPR-2013/04

Des pratiques d'engagement en transformation : enjeux pour l'avenir de l'éducation populaire

Éléments préparatoires aux Rencontres de l'INJEP 2013

Emmanuel PORTE

Commanditaire : Jean-Claude Richez et Francine Labadie, INJEP



Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire

Établissement public sous tutelle de la ministre des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative
95 avenue de France - 75650 Paris Cedex 13 - Tél. : 01 70 98 94 00 - www.injep.fr / www.jeunesseenaction.fr

L'Observatoire
DE LA jeunesse ET DES POLITIQUES
DE JEUNESSE

Pour citer ce rapport

Emmanuel Porte, *Des pratiques d'engagement en transformation : enjeux pour l'avenir de l'éducation populaire*, Rapport d'étude, INJEP, Paris, novembre 2013.

Contexte de l'étude

Le soixantième anniversaire de l'INJEP est l'occasion de revenir sur les pratiques qui mettent en jeu quotidiennement un certain nombre de principes structurant l'éducation populaire dans la diversité de ses expressions institutionnelle, associative et militante. L'objectif de ce document de travail est de contribuer à faire émerger une réflexion ouverte dans ce domaine, qui s'appuie sur la restitution d'expérimentations et d'actions de terrain invitant à pratiquer au quotidien des objectifs d'émancipation, de collaboration et de partage des savoirs, qui sont au cœur de l'histoire de l'éducation populaire, et probablement de son avenir. Pour autant, dans la perspective des Rencontres 2013 de l'INJEP, il s'agit moins d'un rapport que d'un document préparatoire de travail qui, à ce titre, ne prétend pas à l'exhaustivité.

Comité de pilotage

Le comité de pilotage qui a accompagné la préparation de ce document et des Rencontres 2013 de l'Observatoire de la jeunesse de l'INJEP était composé de : Jean-Claude Richez, Francine Labadie, Régis Cortesero, Pierre-Jean Andrieu, Nathalie Boucher-Petrovich, Francis Lebon, Frédéric Chateigner, Édith Le Gourrier.

Méthodologie

Ce document de travail a été établi sur la base d'un repérage d'initiatives de terrain effectué sur Internet, et prolongé d'une série d'entretiens avec des responsables de certaines de ces initiatives. Il met en forme des informations glanées sur les activités de certaines structures, en les mettant en relation avec des problématiques plus générales sur les transformations du rapport au savoir, à l'engagement et à l'émancipation individuelle et collective.

Résumé

Les questions ouvertes par les transformations du rapport au savoir, au travail et à la participation politique interrogent l'éducation populaire à plusieurs niveaux. Elles exposent, par touches successives, l'importance prise par l'objectif de réalisation de soi dans le développement des activités collectives de promotion des savoirs et des solidarités. Loin de l'image d'une spontanéité incohérente, l'émergence et la transformation contemporaine de l'engagement font de l'acteur le centre du dispositif, du réseau le cadre de la construction des savoirs et des solidarités, et du partage le moteur d'un enrichissement mutuel à vocation collective. Produire et promouvoir des alternatives œuvrant à l'émancipation de chacun est un horizon partagé. Ce faisant, le collectif est valorisé en tant que ressource, en tant que le lieu de formation, de circulation, d'impulsion. La volonté de sortir d'une logique de label pose de manière percutante la question de la reconnaissance du « faire soi-même au contact des autres » comme entreprise de dégageant des tutelles.

Mots clés

EMPOWERMENT, COWORKING, FINANCEMENT PARTICIPATIF, ÉMANCIPATION, COOPÉRATION, POLITIQUE DE L'INDIVIDU, INÉGALITÉS SOCIALES, PARTAGE, CULTURE DU LIBRE, PARTICIPATION, ÉDUCATION POPULAIRE, COMMUNAUTÉ NUMÉRIQUE, RAPPORT DE DOMINATION, TRAVAIL COLLABORATIF.

Présentation de l'auteur

Emmanuel Porte est doctorant en science politique au sein du laboratoire Triangle (UMR 5206 - Université de Lyon). Il a collaboré avec l'INJEP dans le cadre du rapport préparatoire aux Rencontres 2013. Ses thèmes de recherche portent sur les politiques de la jeunesse, la sociologie de la jeunesse, le syndicalisme étudiant et l'engagement des jeunes. Il est actuellement engagé dans une thèse sur le thème « Penser les conditions d'autonomie des étudiants : évolution et co-construction de la revendication d'un salaire étudiant (1945-2007) ». Il a également collaboré à plusieurs enquêtes collectives sur les mutations et recompositions du salariat, sous l'angle de l'étude de la pauvreté au travail ou de l'institution prud'homale. Il est également chercheur associé au Groupe d'études et de recherche sur les mouvements étudiants.

Contacts : emmanuel.porte@palimpsestes.net

SOMMAIRE

Avant-propos.....	7
INTRODUCTION	9
RESTITUTION DU REPERAGE D'INITIATIVES	12
Les technologies de l'information et de la communication	12
Les <i>coworking</i>	12
Framasoft	14
L'Association pour la promotion et la recherche en informatique libre (APRIL).....	18
Movilab.....	20
<i>Initiatives complémentaires pour mémoire</i>	22
Augmentation du pouvoir d'agir et <i>empowerment</i>	23
Alliance citoyenne (Grenoble).....	23
Graines de France / Norside.....	26
Pouvoir d'agir	27
Web radio La Voix des femmes.....	30
<i>Initiatives complémentaires pour mémoire</i>	31
Action collective à caractère revendicatif.....	33
La Quadrature du Net	33
Pièces et main d'œuvre	34
Parti pirate.....	35
<i>Initiatives complémentaires pour mémoire</i>	37
Engagement pour autrui	38
Pacte civique.....	38
Solidarités nouvelles face au chômage	39
ITECO.....	40
<i>Initiatives complémentaires pour mémoire</i>	41
Économie sociale et solidaire.....	42
Financement participatif (<i>crowdfunding</i>)	42
Habicoop : société coopérative d'habitants	44
Ouishare : économie collaborative	45
<i>Initiatives complémentaires pour mémoire</i>	47
Rapport au vivant, biodiversité et société	49
Fondation Sciences citoyennes	49
Réseau français des étudiants pour le développement durable.....	50
Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP).....	51
<i>Initiatives complémentaires pour mémoire</i>	53
Art et culture	54
Art Factories/Autre(s)pARTs	54
Coalition pour l'art et le développement durable	54
Travail et culture.....	56
<i>Initiatives complémentaires pour mémoire</i>	58
Éducation - partage des savoirs - formation.....	59
Wikimédia.....	59
SCOP Vent debout.....	60
Anciela.....	62
OBSERVATIONS	63
S'émanciper par l'action concertée.....	63
Une pédagogie de l'action entre réseau et partage.....	64
Valoriser les collectifs de travail non hiérarchisés.....	65
CONCLUSION	68

AVANT-PROPOS

L'éducation populaire bénéficie d'un regain d'intérêt incontestable qui vient s'enraciner dans une nouvelle configuration historique, à travers la mondialisation culturelle, le développement de nouveaux rapports aux savoirs, le développement de la société de la connaissance et de l'information et de nouvelles formes de développement du lien social. Celles-ci s'expriment tant sous la forme du développement de mobilisations d'habitants qu'à travers l'explosion du phénomène associatif. Ces nouvelles formes de lien social, plus originales, ne sont pas contractuelles, mais fondées sur l'autonomie individuelle, l'égalité d'individus libres et égaux en conscience et non plus simplement en principe. Le regain de fortune de l'éducation populaire s'enracine aujourd'hui dans l'impasse où se trouvent les systèmes d'éducation formelle, dans la place croissante qu'occupe l'éducation tout au long de la vie au sein de la société de l'information et dans les limites de la « raison » des Lumières confrontée aux savoirs populaires, aux cultures du pauvre (Hoggart), aux cultures de l'opprimé (Freire), aux cultures mineures (Deleuze et Guattari) ou encore aux cultures du quotidien (de Certeau).

De tous ces mouvements, malgré leurs diversités, ressortent deux invariants qui apparaissent comme constitutifs de l'éducation populaire :

- la volonté de favoriser l'accès au savoir et à la culture du plus grand nombre et en particulier des plus démunis ;
- la nécessité de considérer l'éducation de tous comme la condition de l'exercice de la citoyenneté et de la démocratie.

Ces deux invariants ont trois corollaires :

- que, dans la mesure où l'institution scolaire ne remplit pas/plus cette mission d'éducation générale qui s'adresse aussi bien à toutes les catégories sociales qu'à toutes les tranches d'âge, il appartient à la société civile de développer ce projet ;
- qu'interrogés par la confrontation des savoirs académiques à d'autres savoirs et à d'autres modes d'accès aux connaissances que ceux régis par l'éducation formelle, les acteurs de l'éducation populaire sont amenés à interpellier, voire à remettre en cause, le principe du « maître savant » et de « l'élève ignorant » ;
- que l'éducation populaire a comme horizon, à travers sa pétition de principe démocratique radical, la question de la transformation sociale.

Ces invariants et leurs corollaires dessinent un périmètre qui excède largement celui des acteurs se réclamant explicitement de l'éducation populaire comme Framasoft et les AMAP, Graine de France et Art Factory, le Pacte civique et Wikimedia, la SCOP Vent debout et Ouishare... C'est ce champ que ce

rapport tente d'explorer à travers huit grandes thématiques :

- augmentation du pouvoir d'agir et *empowerment* ;
- action collective à caractère revendicatif ;
- engagement pour autrui ;
- économie sociale et solidaire ;
- rapport au vivant ;
- biodiversité et société ;
- art et culture ;
- éducation ;
- partage des savoirs et formation.

Cet inventaire nous intéresse à un double titre. Il recense des acteurs qui participent du renouvellement des pratiques d'engagement et les transforment en dehors du cadre privilégié dans notre pays que sont par hiérarchie de valeur : le parti politique, le syndicat et l'association d'éducation populaire. Ces pratiques nouvelles interpellent par ailleurs l'ensemble des mouvements d'éducation populaire par l'investissement qu'ils mettent en œuvre du champ d'exercice de l'éducation populaire. Ce recensement nous permet aussi d'interroger ces pratiques dans leurs filiations, les valeurs qu'elles véhiculent, les dynamiques sociales et politiques qu'elles portent.

Dans ce champ foisonnant, pour commencer l'échange, nous avons dégagé dans la perspective de la journée du 11 décembre 2013 deux axes qui traversent les différentes thématiques : le numérique, le web 2.0, et *l'empowerment*, le pouvoir d'agir. Le numérique bouleverse les termes de l'accès du plus grand nombre à la culture, premier invariant constitutif de l'éducation populaire. *L'empowerment* pose en termes nouveaux l'exercice de la citoyenneté dans des pays où la démocratie représentative n'épuise plus la question de l'exercice démocratique.

Jean-Claude RICHEZ, INJEP

INTRODUCTION

Le soixantième anniversaire de l'INJEP est l'occasion de revenir sur les pratiques qui mettent en jeu quotidiennement, un certain nombre de principes structurant l'éducation populaire dans la diversité de ses expressions institutionnelle, associative et militante. Françoise Tétard considérait que relèvent de l'éducation populaire ceux qui s'en réclament. Cette définition, si elle permet de tenir ensemble un champ composé de structures relativement institutionnalisées et d'initiatives plus modestes et plus ponctuelles, n'en demeure pas moins limitée pour penser les marges de l'éducation populaire, c'est-à-dire les espaces dans lesquels s'expérimentent de nouvelles pratiques collectives d'être au monde, qui peuvent alimenter les discussions autour de la refondation du/des projet(s) de l'éducation populaire, sans pour autant se réclamer explicitement de celle-ci. L'objectif de ce document de travail est de contribuer à faire émerger une réflexion ouverte dans ce domaine, qui s'appuie sur la restitution d'expérimentations et d'actions de terrain invitant à pratiquer au quotidien des objectifs d'émancipation, de collaboration et de partage des savoirs qui sont au cœur de l'histoire de l'éducation populaire, et probablement de son avenir. Pour autant, il s'agit moins d'un rapport que d'un document préparatoire de travail dans la perspective des Rencontres 2013 de l'INJEP, et qui ne prétend pas, à ce titre, à l'exhaustivité. Nous espérons néanmoins qu'il puisse constituer un point d'appui pour des discussions et des actions à venir.

À partir du mois d'avril 2013, l'objet initial de ce travail était fixé. Il s'agissait de partir du constat, fait par l'INJEP, que le renouveau de l'éducation populaire dont on parle désormais depuis plusieurs années, reste paradoxal.

D'une part, certaines réflexions récentes ont montré combien le processus de réenchantement de/par l'éducation populaire de ces vingt dernières années, est aussi (et parfois avant tout) un renouveau de la référence à l'éducation populaire. Celui-ci relève d'une logique de convocation d'un héritage à des fins politiques ou internes, dans le cadre de projets s'autorisant un constat critique des orientations économiques, éducatives ou sociales prises ces dernières années. Ces critiques et volontés de renouvellement s'inscrivent aussi bien au sein de réseaux préexistants (centres sociaux, ATD Quart-monde) que de collectifs nouveaux (ATTAC, Petits débrouillards, etc.). Cette référence permet aux acteurs une mise en perspective de leurs actions, une inscription dans une tradition historique diversifiée, et la revendication d'actions de terrain qui contribuent à l'éducation non formelle à la citoyenneté. Comme l'a montré le numéro que la revue *Agora débats/jeunesses* a consacré au renouveau de l'éducation populaire en 2007, la question centrale est moins celle de la définition de la catégorie « éducation populaire » que celle de la manière dont cette catégorie vient faire sens pour des acteurs aussi divers.

D'autre part, il existe un renouvellement des pratiques à la base, induites tout à la fois par les transformations du rapport au travail, à la connaissance et aux territoires qui réinterrogent sans cesse les réseaux d'éducation populaire. Cela renvoie en particulier à ce qui se joue dans les mutations du salariat associatif (logiques par projet, relation à la tutelle politique territoriale, etc.), dans l'émergence de

nouveaux outils de sociabilité et de partage des connaissances (réseaux sociaux, *peer to peer*, etc.) et dans la revalorisation des problématiques locales (consommation collaborative, développement local, *empowerment*, etc.).

Aussi le choix a-t-il été fait de chercher à mettre en discussion les pratiques des acteurs – et les réflexions qui les accompagnent – comme un prolongement des discussions engagées sur un plan plus théorique, plus programmatique, dans le cadre du colloque organisé par la Ligue de l'enseignement à Grenoble au printemps 2013. Pour ce faire, le pari a été fait de chercher à restituer des expériences de groupes, de collectifs, d'associations, d'entreprises qui viendraient souligner, par les pratiques mises en œuvre, la nature de ce qui s'invente sur le terrain. Nous avons donc présupposé qu'un certain nombre d'acteurs, ne se revendiquant par explicitement de l'éducation populaire, pouvaient éclairer de manière utile une réflexion générale sur les transformations contemporaines de la notion et des pratiques de l'éducation populaire. Cette démarche se veut ouverte et prospective, et ne préjugant pas de l'usage qui pourra en être fait.

À partir de cet objectif général, nous avons essayé de déterminer une méthode permettant, dans un temps relativement court (trois mois de terrain), de procéder à une sorte de cartographie des secteurs dynamiques dans lesquels s'expriment des transformations qui intéressent l'éducation populaire.

Pour ce faire, plusieurs grands domaines ont été évoqués :

- Les technologies de l'information et de la communication à l'heure de l'internet 2.0.
- L'*empowerment* ou le développement des capacités d'agir
- L'action collective à caractère revendicatif
- L'engagement pour autrui
- L'économie sociale et solidaire
- Le rapport au vivant et à la biodiversité
- Art, culture et population
- Éducation - partage des savoirs - formation

À partir d'une première phase de repérage, nous avons essayé d'établir un tableau subjectif, mais diversifié, de la dynamique d'engagement vers des objectifs généraux de solidarité, de partage, de formation, d'agir en commun et d'émancipation. Cela nous a amené à opter pour un approfondissement de deux thèmes en particulier : les technologies de l'information et de la communication à l'heure de l'internet 2.0 ; l'*empowerment* ou le développement des capacités d'agir. L'idée était de récupérer davantage d'information sur ces domaines afin de nourrir l'initiative du mois de décembre. Sur la base de ce travail, nous avons essayé de dégager quelques observations.

L'ensemble de ce document suit donc deux objectifs :

- donner à voir une diversité d'initiatives qui constituent une sorte de galaxie dans laquelle s'articulent des pratiques collectives, des valeurs de partage et des formes de critique en acte d'institutions dominantes ;
- dégager des observations qui peuvent alimenter les discussions en cours, au sein des réseaux d'éducation populaire, sur la refondation de son(ses) projet(s).

S'interrogeant sur le fait de savoir dans quelle mesure l'éducation populaire se réinvente en pratique dans des espaces ne se réclamant pas forcément explicitement de cet héritage, l'idée de ce document n'est donc pas de chercher à inclure dans le champ de l'éducation populaire des initiatives qui ne s'en réclament pas, mais bien de porter attention aux pratiques sociales, économiques et politiques qui contribuent à dessiner un rapport renouvelé au travail, à la consommation, à l'éducation et à la participation politique. Le pari ainsi fait est de considérer que les structures d'éducation populaire, dans leur diversité, pourraient en tirer les bénéfices. Il appartiendra à l'ensemble de ces acteurs de définir la manière dont ils souhaitent s'en saisir.

RESTITUTION DU REPERAGE D'INITIATIVES

Le travail de repérage d'initiatives s'est déroulé pendant quelques semaines, principalement par Internet et en essayant de passer par des responsables de réseaux. Dans un souci de clarté, le choix a été fait de restituer ici la diversité du repérage, en insistant davantage sur les éléments qui viendront alimenter la deuxième partie du document. Pour les autres initiatives, on en restera à des présentations succinctes de l'activité, tirée bien souvent de la présentation en ligne. L'ensemble de ce qui est présenté ici est inscrit dans divers champs d'activités, mais qui se proposent tous de venir alimenter un champ plus global d'expérimentations basées sur des principes de développement de logiques participatives et de collectifs non hiérarchisés, ainsi que dans une recherche de renouvellement du rapport au savoir, au partage et au travail porteur d'émancipation.

LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Les *coworking*

L'idée des *coworking* est née au tournant des années 1990, dans le contexte du développement de nouveaux types d'activité principalement situés dans le domaine de ce que l'on a appelé le secteur des NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication) et d'Internet. Cela renvoie principalement à des formes de travail collectif tournées vers la coopération d'individualités créatives valorisant l'agrégation autour de projet. Pour trouver un débouché plus pérenne et régulier aux réunions de travail qui se déroulaient dans les cafés ou chez les personnes, Brad Neuberg a eu l'idée de nommer *coworking* un espace physique de travail partagé. Cet espace est envisagé très tôt comme un tiers-lieu, c'est-à-dire un espace propice à la rencontre et à l'émulation collective qui ne soit ni le domicile, ni le travail au sens du travail salarié et subordonné :

« L'objectif est un objectif de socialisation, de mutualisation des coûts, des compétences, des savoirs et de la visibilité. Mais c'est aussi de trouver un espace de travail adapté. » (Entretien-discussion avec un cofondateur du premier espace de *coworking* en France, la Cantine, Paris.)

Si la naissance de collectifs de travail, de regroupements, n'est pas une nouveauté en soi, la forme et l'ampleur du développement des espaces de *coworking* sont intrinsèquement liées à la démocratisation de l'Internet et des nouveaux outils de communication et de création. Les premiers espaces ont émergé autour de collectif de développeurs informatiques qui ont importé la culture des logiciels libres et des communautés numériques de travail. Pour autant, la démarche de création des *coworking* ne suit pas forcément une seule modalité. À titre d'exemple, la Cantine, premier espace de *coworking* français, est née autour d'un lieu centralisant des initiatives autour de l'événementiel. L'émergence de la communauté des *coworkers* est venue ensuite.

Sur le plan financier, il existe une grande diversité dans la provenance des ressources des *coworking*. Pour

autant, la plupart s'appuient largement sur de l'autofinancement, auquel est souvent adjoint une activité de soutien au développement d'entreprises innovantes appuyées sur des subventions publiques¹. De ce point de vue, certains de ces espaces se sont retrouvés dans une situation d'appui ou de support des politiques de développement économique dans le secteur.

Activités de la Cantine par Silicon Sentier²

Événements	2000 (dont 50 % non marchands)
<i>Coworkers</i>	400

Cependant, si l'ensemble de la dynamique du *coworking* participe des modalités opératoires ouvertes et coopératives nées du partage, il n'en reste pas moins que l'ensemble des *coworking* n'est pas tourné vers des objectifs de diffusion de la culture ou de réduction de ce que l'on a pu appeler la fracture numérique. Certains se développent autour de projet économique, voire en lien avec de grands groupes commerciaux (The loft, *coworking* Bruxelles).

Il n'en reste pas moins que le développement du *coworking* est soutenu au cours des dernières années. Si on prend l'exemple de la ville de Lille, il existe désormais quatre *coworking*. Le plus ancien, la Coroutine, compte 20 places et mobilise un réseau global d'environ 40 personnes. L'idée du *coworking* étant aussi de faire le pont entre un lieu de rencontre physique et un lieu de rencontre virtuel, la Coroutine est également un espace où on se rencontre pour co-élaborer des projets ou des objets avec d'autres structures/individus sous la forme de *hackerspaces* (Osilab, logiciel libre / non discrimination) ou le Fablab (Villeneuve d'Ascq – plus commercial).

Globalement, les espaces de *coworking* peuvent se présenter de la manière suivante :

- un espace totalement associatif (modèle des origines) ;
- un espace associatif hybride qui porte les projets des indépendants (la Cantine) ;
- des entreprises traditionnelles qui ouvrent des espaces de *coworking* (la Mutinerie) ;
- des entreprises qui ouvrent dans leurs locaux un espace de *coworking* pour les travailleurs indépendants avec qui ils travaillent fréquemment.

Le réseau des Cantines (regroupement de plusieurs *coworking*), quant à lui, souhaite développer des synergies entre les territoires. Les champs couverts par les acteurs du secteur (indépendants, petites et moyennes entreprises) étaient concentrés sur les nouvelles technologies au départ, mais ont tendance à se

1. La Cantine de Paris, qui reste assez particulière par son ampleur, tire 40 % de ses ressources de l'autofinancement, 10 % de subventions privées et 50 % de financements publics.

2. Sachant que l'espace de *coworking* est une activité parmi celles de la Cantine (événementiels, etc.), cela donne malgré tout une idée de l'ampleur de l'activité.

développer dans d'autres secteurs (innovations sociales, etc.). Le modèle des Cantines repose beaucoup sur les subventions publiques, mais ce n'est pas forcément le cas de l'ensemble des projets de *coworking*.

Le premier *coworking* parisien a joué pendant des années le rôle de centre de ressources en accompagnant la dynamique de création des autres espaces. Au bout d'un certain temps, les animateurs de ce collectif ont décidé de mettre en ligne les différents éléments sous licence *creatives commons* pour permettre de laisser en accès libre les informations relatives à la création d'un espace de *coworking*³. De ce fait, il y a désormais une quarantaine d'espaces en France. Ils ont cherché collectivement à développer des outils utiles à leur développement (wiki pour mutualiser les bonnes pratiques⁴ / visioconférence mensuelle d'échange).

Troquet numérique à Bourgoin Jallieu

Le troquet numérique est un tiers lieu ancré dans un territoire isérois situé entre Lyon et Grenoble. Il se présente comme un lieu de vie ouvert, comme un lieu convivial de rencontres, d'échanges, de débats, de pratiques, de créations.

Il revendique les valeurs suivantes :

- Communauté : échanges de compétences, de savoir-faire hétéroclites.
- Innovation : constituer un bien commun, une intelligence et un savoir collectifs.
- Coopération : travailler ensemble, être plus fort à plusieurs.
- Open Process : bénéficier de solutions existantes et apporter les siennes.
- Durable : pratiquer des modes de vie favorisant économie et durabilité.

De ce fait, il articule un espace de *coworking*, un hackerspace (un atelier de fabrication participatif, où l'on vient dépanner, réparer, créer, recréer les objets), un média citoyen (un espace où s'approprier et pratiquer l'outil audiovisuel, alimenter une TV participative d'expression citoyenne).

<http://troquet-numerique.org/>

Framasoft

Issu du monde éducatif, Framasoft est un réseau qui se définit comme faisant de l'éducation populaire au libre, c'est-à-dire consacrée principalement aux logiciels libres et à leur promotion. Framasoft, créé en novembre 2001 par Alexis Kauffmann, est devenu, en janvier 2004, une association homonyme ayant vocation à soutenir le développement du réseau Framasoft qui revendique des pratiques collaboratives autour de plusieurs objectifs :

- promotion des logiciels libres ;
- développement des logiciels libres ;
- enrichissement de la culture du Libre par la diffusion des savoirs, des principes et d'un certain nombre

3. Pour cela, une plateforme collaborative a été créée : <http://coworkinginitiatives.com/>

4. <http://coworkinginitiatives.com/wiki/index.php?title=Accueil>

d'outils issus de cette culture (offre de services libres en ligne).

Se voulant à la fois lieu d'orientation, d'informations, d'actualités, d'échanges et de projets, l'association s'est imposée comme une pierre angulaire de la promotion du logiciel libre dans le monde francophone. Elle organise la mobilisation d'une large communauté d'utilisateurs produisant des ressources et apportant de l'aide aux individus et aux structures souhaitant faire un pas vers les logiciels libres. Son cheval de bataille principal consiste en l'accompagnement des associations, administrations ou individus souhaitant migrer tout ou partie de leur activité des logiciels et systèmes d'exploitation propriétaires (Microsoft / Mac) vers les logiciels (Firefox, LibreOffice, etc.) et systèmes libres (ubuntu, debian, mageia, etc.).

Framasoft revendique ainsi une dynamique du logiciel libre et de la culture du libre en général, basé sur les principes de coopération et de partage, et par conséquent de nouvelles conceptions de l'apprentissage et un déplacement de l'expertise. Son président actuel revendique volontiers la formule selon laquelle tout le monde devient expert dans un contexte où s'atténuent les séparations entre conception et utilisation, entre créateur et spectateur. Pour cela, Framasoft propose des outils et des services comme matérialisation de ces objectifs :

- *Annuaire des logiciels libres*

Il consiste en un répertoire en ligne des logiciels libres en fonction de thématiques (bureautique, internet, graphisme) afin d'accompagner les utilisateurs dans la recherche d'une alternative libre à leurs logiciels propriétaires. L'ensemble des notices étant accompagné d'une description des fonctionnalités.

« L'annuaire de logiciels Libre (qui va devenir un méta annuaire : par exemple, lorsque vous chercherez "photoshop gratuit", vous tomberez sur la fiche de Gimp et Inkscape, mais aussi sur des articles pertinents concernant l'image sous Linux, ou encore une référence d'un manuel sur Gimp (par exemple chez Eyrolles), etc. Dans le genre "vous avez cherché ceci, vous serez certainement intéressé par...". Et cet annuaire croisera à la fois notices de logiciels, mais aussi la musique, la culture, le matériel, etc. etc. Pour nous, cela devrait avoir une portée réellement éducative dans le sens où nous nous adressons à celui ou celle qui ne connaît pas du tout le logiciel libre et pour le guider petit à petit d'abord vers ce qu'il peut utiliser, mais aussi lui donner des outils pour penser ses usages numériques. » (Entretien avec le président de Framasoft.)

- *Cloud et service*

Framasoft a développé en ligne un espace de ressources qui comporte des services et des outils. On y trouve la Framakey (clefs USB permettant de faire fonctionner des logiciels libres et un système d'exploitation linux), les Framapack (compilation de logiciels libres destinés à différents usages – jeux, édition avec LaTeX, Wikipédia hors ligne, etc.), le Framadate (alternative à Doodle pour trouver une date), le Framapad (édition collaborative de documents, textes en ligne), etc.

- *Culture du Libre*

L'association est également créateur et promoteur de contenu sur la culture du Libre, sous la forme des créations artistiques (Framazic), d'ouvrages (Framabook – collection d'ouvrage sous licence *creatives commons*), de projets éditoriaux (Framalang – groupe de traduction collective – et Framablog – traduction d'articles – FramaDVD Ecole:).

« Framabook, évidemment, c'est implicite : des manuels, des essais, des BD et des romans. Les versions

numériques sont en accès gratuit et vous pouvez acheter les livres en papier; Là où c'est selon moi populaire, c'est dans deux choses : 1) le fait que les contrats qui nous lient aux auteurs sont des contrats dit de licence non exclusive. En gros nous rémunérons l'auteur à 15 % (pas mal !], mais aussi l'auteur est libre, dans le respect de la licence libre de son livre, d'aller éditer son livre ailleurs ; 2) toujours grâce à la licence libre, si vous connaissez par exemple un imprimeur à Dakar, vous pouvez prendre les sources du livre, imprimer des exemplaires et les revendre : vous permettez ainsi à vos compatriotes d'éviter de déboursier une somme astronomique en frais d'expédition, mais vous faites aussi marcher l'économie locale. Bref Framabook, ce n'est pas seulement des livres, c'est un modèle économique. » (Entretien avec le président de Framasoft.)

Globalement, l'association fonctionne comme un lieu de rencontre et d'accueil de projets qui se développent chacun à leur rythme, tout en participant à une même dynamique :

« Donc c'est un mixte entre une cathédrale et un bazar ! Bazar dans la mesure où toutes les bonnes volontés sont les bienvenues, cathédrale dans la mesure où les membres de l'association actent les grandes orientations. Dans les grandes orientations pour cette année, il y a l'idée des trois piliers de Framasoft (logiciels, services et culture). Et puis s'y adjoignent des framaprojets. Par exemple le projet Framanews⁵ a été réalisé par une seule personne à qui ont fait confiance pour développer quelque chose d'amusant, et voici un bon remplaçant de GoogleReader. » (Entretien avec le président de Framasoft.)

De fait, le travail autour de chaque projet existe sous la forme d'une auto-organisation, d'une coordination collective qui vit sur la base de l'implication des acteurs, via des listes de discussion, en particulier. Sur le plan administratif, Framasoft est une association loi 1901 avec trois salariés, un bureau et un conseil d'administration, et des adhérents (peu nombreux: une vingtaine). La partie associative est donc relativement limitée, l'essentiel reposant sur la communauté Framasoft qui contribue de manière relativement anonyme et parfois ponctuellement. De ce fait, l'investissement dans l'association est dissocié de l'investissement dans les projets, et ne concerne au final que ceux qui prennent en charge les questions d'administration (comptabilité, trésorerie, communication, etc.). En réalité, Framasoft est avant tout un réseau. À part le noyau dur de l'association, il y a très peu d'occasions de rencontre collective physique. La communauté est éparpillée en Europe et même dans le monde pour certains. Framasoft est un point de contact entre la communauté libriste (c'est-à-dire qui porte les valeurs du Libre et utilise ses outils au quotidien) et le grand public. À ce titre, l'association joue un rôle de passeur que est renforcé par le fait que la plupart de ses membres ne sont pas informaticiens. L'association est plutôt constituée de bibliothécaires, d'enseignants du primaire, du secondaire et de l'université, et qui s'adresse avant tout à un public qui ne connaît pas le Libre et cherche des alternatives :

« C'est vraiment avec une volonté de se tourner vers les populations qui certes connaissent Internet, mais pour lesquelles les usages numériques et le libre en particulier ne sont pas vraiment perçus comme des enjeux de société. » (Entretien avec le président de Framasoft.)

5. <http://framanews.org/>

Imagination for people (I4P)

Le projet Imagination for people est né en 2011 autour d'un petit groupe d'acteurs insérés dans les réseaux de coworking naissants ou des associations de promotion de l'informatique libre. Il se veut une plateforme qui vise à créer et à outiller des communautés autour de projets sociaux.

Imagination for people (I4P) fédère avant tout une communauté de citoyens, un peu partout dans le monde, qui croient au pouvoir de la créativité pour trouver des solutions concrètes contribuant au mieux-vivre ensemble : l'imagination, en somme, au service du bien commun.

L'ambition d'I4P est double :

- Identifier, à l'échelle internationale, des projets inédits révélateurs de l'extraordinaire imagination citoyenne. Des projets portés par des individus entrepreneurs et des communautés de citoyens éclairés, des organismes publics visionnaires et des entreprises pionnières (les trois « P » auxquels Imagination for people aime faire référence : People, Public, Private).
- Parallèlement, I4P vise à soutenir les entrepreneurs sociaux dans leurs projets en phase de démarrage en mettant à leur disposition les futurs outils collaboratifs qui leur permettront de mobiliser d'une part l'inventivité collective mondiale, d'autre part les détenteurs de ressources financières et non financières.

Dans le cadre du développement du projet, les animateurs sont également en train de penser un système de crowdfundind (évoqué également en section [imagination]) pour la partie financière des projets sociaux. Le fonctionnement du projet est relativement horizontal est basé sur le mode de fonctionnement des communautés autour des logiciels libres. Leur idée est de sortir des simples logiques de promotion et de visibilité (sortir d'une logique de « temps de campagne ») pour aller vers une réflexion plus pérenne sur le projet, sa viabilité et son utilité sociale.

<http://imaginationforpeople.org/>

L'Association pour la promotion et la recherche en informatique libre (APRIL)

APRIL est une des structures pionnières du développement et de la promotion des logiciels libres en France. Créée en 1996, elle œuvre au niveau national pour la démocratisation et la diffusion du logiciel libre et des standards ouverts auprès du grand public, des professionnels et des institutions dans l'espace francophone. En tant que réseau, elle organise à la fois des individus, des associations et des organisations (4410 individus, 457 entreprises, associations et organisations) qui se reconnaissent dans les valeurs du Libre. Ces valeurs reposent sur le partage et la co-élaboration au sein de la communauté, principe que l'on trouve au fondement de la *free software foundation* fondée par Richard Stallman :

« Aujourd'hui, un logiciel est considéré comme libre, au sens de la Free Software Foundation, s'il confère à son utilisateur quatre libertés (numérotées de 0 à 3)

- la liberté d'exécuter le programme, pour tous les usages ;
- la liberté d'étudier le fonctionnement du programme et de l'adapter à ses besoins ;
- la liberté de redistribuer des copies du programme (ce qui implique la possibilité aussi bien de donner que de vendre des copies) ;
- la liberté d'améliorer le programme et de distribuer ces améliorations au public, pour en faire profiter toute la communauté.

L'accès au code source est une condition d'exercice des libertés 1 et 3. La Free Software Foundation précise quelques points. D'abord ces libertés doivent être irrévocables. Chacun doit avoir la possibilité d'en jouir sans devoir prévenir un tiers. La redistribution du programme doit pouvoir se faire sous toute forme, notamment compilée, éventuellement à la condition de rendre disponible le code source correspondant. L'utilisateur doit pouvoir fusionner des logiciels libres dont il n'est pas lui-même l'auteur. La FSF accepte toutefois des restrictions mineures quant à la façon dont un logiciel modifié doit être présenté lorsqu'il est redistribué. » (Définition admise reprise sur l'encyclopédie libre et collaborative Wikipédia.)

Par son action, l'APRIL tente de promouvoir ces principes en mobilisant des bénévoles et des permanents qui lui permettent de participer activement à la reconnaissance du logiciel libre auprès du grand public, des professionnels, des associations et des pouvoirs publics. L'APRIL est dirigée par un conseil d'administration constitué de membres bénévoles et par une équipe de permanents. L'association résume ses objectifs de la manière suivante :

- défendre les intérêts des acteurs du logiciel libre : contre les risques qu'entraîneraient les brevets logiciels, contre la remise en cause du principe d'interopérabilité par le projet de loi DADVSI (droit d'auteur et droits voisins dans la société de l'information) ;
- informer sur les dangers des DRM (« dispositifs de contrôle d'usage ») ;
- sensibiliser sur les dangers d'une appropriation exclusive de l'information et du savoir par des intérêts privés ;
- agir contre les ventes illégales de logiciels liées à l'achat d'un ordinateur ;
- prévenir des dangers de l'« informatique de confiance » ou déloyale ;
- contribuer aux débats nationaux sur les TIC ;
- promouvoir le logiciel libre dans le monde associatif ;
- inscrire le logiciel libre comme thème des campagnes électorales (Candidats.fr).

De ce point de vue, l'APRIL contribue à la diffusion d'un savoir tourné vers une prise de conscience de la

nature politique des enjeux dans ce domaine. Elle participe sous cet angle au même mouvement que Framasoft ou La Quadrature du Net.

Rhizome TV

Rhizome TV est un projet d'une ASBL – équivalent d'une association en Belgique – nommée Banlieues. Cette structure est engagée de manière générale pour la réduction de la fracture numérique et cherche à favoriser l'accès aux technologies de l'information et de la communication. Pour ce faire, elle intervient principalement contre la dualisation sociale, c'est-à-dire pour réduire l'écart, au sein des quartiers populaires des grandes villes, de pratiques et de savoirs dans ce domaine. Pour cela, l'association développe trois types de services :

- La logistique informatique (gestion de parcs informatiques et déploiement des logiciels libres)
- Le développement web
- Le multimédia

Le projet Rhizome TV se présente comme « une plateforme vidéo libre et autogérée » qui a pour vocation « la constitution d'une base de données vidéo émancipée des prestataires de services commerciaux sur Internet ». Cette base de données est librement partagée et alimentée par un réseau d'association et de collectifs engagés, pour partie, dans un militantisme de l'accès au savoir. À titre d'exemple, l'université populaire de Bruxelles diffuse la plupart de ces contenus (notamment les conférences) via ce canal.

Mais ce projet est également original parce qu'il fait le lien entre les associations et collectifs bruxellois qui s'adressent en priorité aux différents publics issus des milieux populaires, mais également avec ceux qui « s'inscrivent dans des dispositifs tels que l'Éducation permanente, la Cohésion sociale ou l'Insertion socioprofessionnelle ». Ce faisant, l'association favorise la rencontre des contenus en un même espace.

Enfin, l'association accompagne la mise en ligne sur Rhizome TV d'une sensibilisation à la culture du Libre. Les vidéos sont distribuées sous licence libre (creative commons By NC SA), et le site est propulsé par le CMS libre SPIP et le serveur web est un serveur Apache.

www.rhizome-tv.be/

Movilab

Movilab est une structure née en 2010 d'un appel à projets lancé par le ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie qui encourageait la mise en place de projets de recherche pluridisciplinaires sur l'accompagnement au changement vers des modes de vie et de consommation durables⁶.

Espace de rencontre et entreprise collective, Movilab définit sa démarche en ces termes :

« En croisant l'approche du libre et du durable, Movilab s'appuie sur les pratiques collaboratives issues initialement du web 2.0. (mais aujourd'hui présentes on-line et off-line) pour coproduire des modes de vie durables et les partager au plus grand nombre dans un processus d'intelligence collective. Afin de pouvoir expérimenter des solutions opérationnelles, Movilab s'appuie sur des territoires pilotes d'expérimentation. Les villes de Mouans-Sartoux et de Loos-en-Gohelle sont deux exemples de tels pilotes. Un territoire pilote n'est pas forcément institué, mais il peut renvoyer à un territoire de projet, à l'image d'un tiers lieu, et peut être physique ou virtuel. Qui dit territoire dit communautés d'hommes et de femmes vivant ou évoluant en son sein. Movilab va accorder une importance toute particulière à ces communautés apprenantes qui vont s'investir dans la coproduction de modes de vie durables. L'innovation ascendante prend donc forme dans ces communautés apprenantes qui s'incarnent au sein de territoire, passant ainsi de la théorie et des concepts à la confrontation au réel et à l'expérimentation. C'est la rencontre entre des territoires dits intelligents et des communautés apprenantes qui est au cœur du processus d'expérimentation Movilab. »

(Extrait du site Internet <http://movilab.openscop.org/wiki/index.php?title=Accueil>)

Movilab revendique s'appuyer sur des approches complémentaires qui partent de l'idée que de nombreuses initiatives innovantes existent au niveau des territoires sans être visibles à un niveau plus élevé. De ce fait, la mémoire et la documentation inhérentes à ces projets (historique du projet, de sa trajectoire de développement, de la communauté porteuse du projet et de ses facteurs clés de succès) sont peu visibles et mutualisées. Movilab entend ainsi participer à la documentation de projets remarquables selon une méthodologie particulière. Par analogie avec le monde de *l'open source*, ce processus de documentation vise à écrire le code source des projets. Ses promoteurs s'appuient pour cela sur les méthodes et axes suivants.

L'incubation de projets

« L'apprentissage peut se faire par le décodage et la documentation de projets remarquables. Il passe également par l'action. La phase d'incubation consiste à mettre en œuvre des projets innovants au sein d'un territoire pilote, en lien avec une communauté apprenante, et là aussi d'en documenter l'ensemble de la phase d'évolution. Lancer une télévision citoyenne participative, créer un observatoire de la restauration durable, développer un projet de cartopartie⁷ du territoire, initier un système de monnaie locale sont autant de projets potentiellement innovants pour un territoire, qui peuvent faire l'objet de ce processus d'incubation. »

6. <http://movilab.openscop.org/wiki/index.php?title=Accueil>

7. Une cartopartie consiste en un événement permettant de cartographier en collaboration avec des volontaires des éléments d'un quartier ou d'une ville. Pour ce faire, on invite des pratiquants volontaires de tous niveaux à se réunir lors d'un après-midi afin d'arpenter à pied, à vélo, en fauteuil, les rues d'un quartier et de le documenter. L'objectif est de permettre à ces volontaires et au-delà de se réapproprier leur territoire tout en offrant une information à forte valeur ajoutée pour toute une série de bénéficiaires. (Définition donnée par le « Lexique de Movilab ».)

La pollinisation

« L'objectif final de conversion vers des modes de vie durables appelle nécessairement à un passage à l'échelle d'initiatives locales. Il faut donner à voir les savoir-faire et les solutions locales et mettre à disposition le code source des projets remarquables, documentés ou incubés.

Conjuguer le libre et le durable, c'est rendre libre les savoirs et savoir-faire expérimentés deçà delà dans les territoires pilotes ou observés ailleurs pour en favoriser l'appropriation et la réplique par d'autres dans d'autres contextes. C'est aussi pouvoir documenter au fil de l'eau l'impact de ces projets sur les modes de vie et le mieux vivre ensemble. Le code source de chaque projet est ainsi rendu librement disponible dans le respect de l'approche *creative commons*. Au-delà d'être disponible, chacun peut s'approprier tout ou partie du code, l'utiliser à ses fins propres et faire profiter la communauté des retours d'expérience. »

La méthodologie de documentation Movilab

« En référence à l'approche de libre diffusion des savoirs qui caractérise Movilab, chaque projet remarquable, qu'il soit préexistant ou incubé, fait l'objet d'un important travail de documentation, repris sous le vocable d'écriture du code source.

L'écriture des codes sources, c'est-à-dire la formalisation des clés de compréhension des projets à documenter, repose sur une méthodologie particulière qui maximise les chances de pollinisation réussie des expériences vers d'autres territoires. Ce travail démarre systématiquement par une interrogation sur l'histoire du territoire et sa mise en récit : *storytelling*. Lire le passé et le mettre en récit, c'est offrir un moyen de comprendre le présent et de bâtir le futur. La rédaction du *storytelling* d'un territoire permet donc de comprendre ses trajectoires de développement, de comprendre ses projets passés et d'y inscrire ses projets futurs. Ce travail, loin d'être anecdotique – l'anthropologie ayant mis en évidence le rôle de la mise en récit et de la construction de mythes sur la diffusion et le partage des savoirs – est au cœur des projets de pollinisation des savoirs et des bonnes pratiques de Movilab. Il permet en outre d'interroger la qualité d'un « terreau » d'accueil pour des projets innovants (degré de maturité du territoire et des acteurs en place, sens du projet par rapport à l'histoire du territoire, capacité de mobilisation d'acteurs en place autour du projet...).

La seconde spécificité méthodologique de Movilab consiste à mettre l'accent sur les communautés d'acteurs qui portent les projets, y participent, y mettent de l'énergie et les font vivre au quotidien. Un projet, aussi prometteur soit-il, n'a que peu de chance de réussir s'il ne parvient pas à mobiliser une communauté d'acteurs qui se l'approprient, le portent et le développent. Cartographier les acteurs de la première heure, celles et ceux qui les ont rejoints ensuite, interroger les modalités d'appropriation des projets, la motivation à y participer, les succès et les échecs vécus ... bref, documenter l'histoire humaine qui jalonne tout projet sont au cœur du processus d'écriture des codes sources.

Ce double travail de *storytelling* d'une part et d'écriture des codes sources d'autre part permet à tout porteur de projet potentiel inspiré d'un projet remarquable d'interroger la capacité du territoire et de la communauté d'acteurs à l'accueillir et le développer. »

(Extraits du site Internet <http://movilab.openscop.org/wiki/index.php?title=Accueil>)

- **Zoomacom** : Association investie dans divers champs d'action autour de Saint-Étienne (la culture numérique, l'économie numérique, la médiation numérique, l'aménagement du territoire par le numérique (infra/services/usages), l'animation de communautés apprenantes avec le numérique, l'appropriation des pratiques et des usages numériques, l'innovation sociale avec le numérique). L'association œuvre à faire du département de la Loire un territoire intelligent permettant à des communautés apprenantes de développer des modes de vie libres et durables en s'appuyant sur l'innovation sociale comme ressource principale. www.zoomacom.org/
- **Lyon Bondy blog** : structure qui se présente comme un média jeune et citoyen qui a pour objectif de raconter l'agglomération (Lyon) et de faire entendre sa voix dans le grand débat national. Pour cela, il publie le travail de jeunes journalistes engagés en ligne, c'est-à-dire des jeunes en formation ou en recherche d'emploi. Tous sont les représentants de la diversité sociale, culturelle, géographique et même politique. Elle utilise l'édition en ligne comme un moteur de la formation citoyenne. www.lyonbondyblog.fr/
- **Pour parler** : association éditrice en ligne basée à Lyon. Le choix de la forme associative est revendiqué par l'association comme une volonté d'échapper à la triple contrainte de l'actionnaire capitaliste, de la subvention publique dominante, du Clic et de l'annonceur. La réflexion de l'association l'a amené à transformer ces pratiques professionnelles dans le cadre de sa recherche d'indépendance éditoriale et de dégagement des tutelles financières. Pour cela, elle travaille des pistes du côté du *crowdfunding*, d'un fonds de dotations ou de partenariats projets. Ce faisant, elle cherche un nouveau modèle qui mette la question de la production et de la transmission de l'information grâce aux outils numériques. www.pourparlers.eu/

AUGMENTATION DU POUVOIR D'AGIR ET EMPOWERMENT

Alliance citoyenne (Grenoble)

Concernant la question du développement, en France, des méthodes d'*empowerment* ou de capacitation⁸, notre attention s'est portée sur le projet grenoblois ECHO (Espace des communautés et des habitants organisés), qui constitue une expérience de *community organizing* déployée entre septembre 2010 et décembre 2012. Cette expérience s'inscrit dans une volonté de développer, en France, les méthodes inspirées de London Citizens, une structure londonienne pratiquant le *community organizing* depuis de nombreuses années. Les trois organisateurs qui se sont lancés dans ce projet (Solène Compingt, David Gabriel et Adrien Roux) reprenaient l'objectif du projet londonien : « créer un réseau de citoyens organisés, informés et compétents qui agissent de manière responsable dans la vie publique de leurs communautés et sont capables d'influencer, pour le bien commun, les décisions qui ont un impact sur leurs communautés ».

Ce projet participe du mouvement plus général du *community organizing*, qui alimente de nombreuses initiatives dans le monde anglo-saxon. Il existe une palette d'expériences et de définitions mises derrière le terme de *community organizing*, mais l'équipe grenobloise s'est inspirée en particulier de ce qu'Hélène Balazard nomme le *Broad-Based Community Organizing* (BBCO), inspiré par Saul Alinsky dans les années 1940 à Chicago. Cette méthode insiste et envisage la création de contre-pouvoirs capables de défier les élites politiques et économiques d'un territoire, bien plus qu'elle n'ambitionne des prestations de services par et pour la communauté :

« London Citizens se définit comme l'alliance la plus grande et la plus diversifiée de la capitale regroupant des citoyens actifs et des leaders d'institutions locales qui s'engagent à travailler ensemble pour le bien commun. Cette association regroupe, en juillet 2011, 228 groupes adhérents (associations culturelles, établissements scolaires, branches syndicales et autres associations). Sa genèse peut être présentée de la façon suivante: en 1996, elle est créée sous le nom de The East London Community Organisation (TELCO). Elle s'est ensuite étendue vers le Sud et l'Ouest en 2005 et finalement au nord de Londres et le quartier de Shoreditch (Centre-Est de Londres) en 2011. 16 % de son budget repose sur les cotisations des membres, allant de £ 700 à £ 2 000 selon la taille de l'institution. Les 84 % restant correspondent à des subventions provenant de fondations philanthropiques. Afin d'être en mesure de faire rendre des comptes aux responsables politiques, London Citizens refuse en principe tout argent public. Elle se dit non partisane. Saul Alinsky et Edward Chambers sont les principaux théoriciens et avant tout praticien du modèle d'organisation sur lequel est construite London Citizens. Le premier a fondé en 1940 à Chicago l'Industrial Areas Foundation (IAF) qui a été reprise et modernisée après sa mort en 1972 par le second. L'IAF vise à encadrer la création d'organisations, généralement à l'échelle d'une ville, regroupant différentes associations préexistantes sur son territoire. Ces structures locales fédérées au sein de l'IAF sont au nombre de 47 aux États-Unis et ont pour objectif d'organiser des citoyens afin qu'ils agissent dans la vie publique de leurs quartiers et soient capables de défier, *via* des actions collectives, les détenteurs des pouvoirs locaux, publics comme privés. Elles abordent plusieurs questions telles que le logement, les salaires, l'emploi, la

8. Marie-Hélène Bacquet, Carole Biewener (coord), *L'empowerment, une pratique émancipatrice*, Paris, La Découverte, 2013.

sécurité ou l'exclusion politique. Encadrés par des community organizers, les habitants façonnent leur propre agenda et demandent des comptes aux élites économiques et politiques du territoire sur lequel ils s'organisent⁹. »

Le projet grenoblois est inspiré de cette expérience anglaise. Cela a donné la base d'une méthode que les organisateurs se sont efforcés de mettre en œuvre. Ils ont dans un premier temps mené un travail d'immersion dans les quartiers de l'agglomération au sein desquels ils pensaient déployer leur action. Il s'agissait pour eux de prendre le temps de saisir les enjeux du territoire, les lieux de sociabilité, les dynamiques collectives.

« Il s'agit principalement de la balade, l'observation et les premiers contacts avec des personnes et des groupes qui habitent le territoire. L'objectif est de connaître la profondeur d'un quartier, de connaître ses dynamiques, les lieux de vie des habitants afin de pouvoir identifier des leaders sociaux. Notre méthode s'inspire d'une palette très large de pratiques issues de nos expériences et lectures. Nous avons choisi une immersion longue plutôt qu'une immersion opérationnelle. La première approche est un moment initial de plusieurs mois qui permet de rentrer en douceur dans un territoire, en prenant le temps avant d'être pris par des réseaux de relation et les multiples actions. L'autre conception privilégie des moments d'immersion au fur et à mesure du projet, pour rentrer rapidement dans un nouveau quartier afin de créer de nouvelles relations. »

(Extrait du *Livret Écho* faisant le bilan de l'initiative <http://pouvoirdagir.files.wordpress.com/2013/01/livret-echo1.pdf>.)

L'objectif d'une telle démarche est présenté comme nécessaire pour essayer de circonscrire le ou les territoires de l'initiative, mais également pour pouvoir nouer des liens et rencontrer des personnes qui ne soient pas déjà largement balisées par les traditionnels diagnostics de territoire. Pour ces raisons, les premiers terrains d'immersion ont été assez larges afin de faire en sorte de délimiter les territoires de l'expérimentation à partir de l'étendue géographique des réseaux relationnels des habitants, cette étape précédant la constitution de toute organisation. Ce faisant, le territoire concerné s'est progressivement élargi en combinant deux références: l'action à l'échelle du quartier, comme Saul Alinsky dans le quartier Back of the Yard à Chicago, et l'action dans une agglomération comme l'alliance à large base de London Citizens. Pour les organisateurs, le premier modèle permet d'agir en profondeur dans un quartier, le deuxième permet s'adapter à l'échelle des pouvoirs locaux. L'accent a malgré tout été mis sur la seconde option. À travers ce type d'immersion émerge l'idée d'une analyse du pouvoir qu'il s'agit d'essayer de circonscrire.

« L'immersion est une occasion pour réfléchir au pouvoir et le cartographier: l'antenne de mairie de quartier, les équipements, les entreprises situées dans les zones franches urbaines. Puis, des questions viennent à l'esprit de l'organisateur : qui tient cette boutique ? Qui dirige cette association ? Quel est le directeur/trice du centre social ? Comment fonctionne-t-il ? Ces réflexions vont mener l'organisateur vers des « pistes » et « indices » qu'il s'agira d'approfondir. Ce n'est qu'à la fin de notre expérimentation que nous formulerons deux conceptions du pouvoir déjà présentes dans l'immersion : un pouvoir vertical, situé dans les quartiers administratifs et économiques et qui a des ramifications dans les territoires, et un pouvoir horizontal qui est présent dans les relations quotidiennes, dans les familles, les réseaux de relations. Nous

9. Présentation rapide de London Citizens tirée de la thèse d'Hélène Balazard consacrée à ce sujet : *Quand la société civile s'organise : l'expérience démocratique de London Citizens*, doctorat de science politique sous la direction de Didier Chabanet, université Lyon-II, octobre 2012.

avons rapidement compris que les pouvoirs verticaux se sont déterritorialisés et se situent à l'échelle de l'agglomération, ou au-delà. »

(Extrait du *Livret Écho* faisant le bilan de l'initiative <http://pouvoirdagir.files.wordpress.com/2013/01/livret-echo1.pdf>)

L'identification des lieux de pouvoir et d'influence est un élément de la démarche. Pour aller plus loin, les organisateurs vont commencer à essayer de rentrer en contact avec les personnes du quartier. Ce faisant, ils inventent et peaufinent des méthodes pour établir la discussion, et parvenir progressivement à connaître beaucoup de personnes du quartier. Ils finissent progressivement par être identifiés à leur tour.

L'étape suivante a consisté dans le repérage de leaders, selon les termes de l'association. Pour ce faire, les organisateurs ont essayé de repérer des personnes qui prenaient la parole, qui étaient considérées par d'autres comme des interlocuteurs intéressants à rencontrer. À partir de là, ils vont chercher à élargir le réseau :

« Au fur et à mesure que nous rencontrions des gens, nous demandions aux leaders qu'ils nous indiquent des personnes actives dans le quartier ou qui étaient connues. Ces pistes étaient autant de fil que nous nous sommes efforcés de suivre. En chemin nous avons rencontré des dizaines de personnes engagées dans leur communauté. Dans les relations que nous avons créées, nous avons repéré des capacités de leadership. Nous avons avancé par tâtonnement, tout d'abord attiré par les personnes dotées d'une énergie dévorante, puis nous avons cherché les personnes qui ont les capacités d'être des moteurs de l'action pour la justice sociale et qui entraînent les autres. »

(Extrait du *Livret Écho* faisant le bilan de l'initiative <http://pouvoirdagir.files.wordpress.com/2013/01/livret-echo1.pdf>)

Mais la relation nouée entre les leaders et les organisateurs a très concrètement posé la question du rôle de chacun, et de la nature de cette relation toute à la fois pédagogique et militante.

« Une relation particulière s'instaure progressivement avec les leaders. Il est arrivé que certains nous demandent des conseils sur la façon dont ils pouvaient animer un évènement qu'ils souhaitaient organiser. Ou encore, analyser les raisons du déclin de leur association pour les aider à la consolider. Dans ces échanges, nous avons également travaillé la stratégie ou l'animation d'une réunion, débriefés sur la façon dont s'était déroulée une action afin de cibler ensemble ce qui aurait pu être amélioré. Cette relation de confiance établie entre les leaders et les organisateurs a permis un échange de conseils et de remarques sur les rôles respectifs de chacun. Toutefois, cette relation peut être paradoxale. Par sa fonction, l'organisateur a un certain pouvoir, alors que le leader a une légitimité grâce à sa présence antérieure sur le territoire. Un jeu peut s'instaurer qu'il est nécessaire de désamorcer rapidement pour ne pas créer des conflits inutiles à la future coalition. »

(Extrait du *Livret Écho* faisant le bilan de l'initiative <http://pouvoirdagir.files.wordpress.com/2013/01/livret-echo1.pdf>.)

L'élargissement progressif de leur groupe composé par les leaders et les organisateurs, les amène à la création d'une *coalition*, l'alliance citoyenne, à travers laquelle ils ont mené plusieurs types d'actions :

- campagne des étudiants étrangers ;
- campagne « se réapproprier les équipements et les espaces publics » ;
- campagne des femmes de ménage ;
- campagne école (embauche d'une orthophoniste).

L'ensemble de ces actions renvoie à la nature de la relation créée dans le cadre de la coalition. Celle-ci questionne les politiques publiques en direction des quartiers défavorisés :

« Dans notre approche il ne s'agissait pas de recréer du lien social, comme-ci celui-ci aurait disparu ou se serait dégradé. Les habitants des quartiers populaires n'attendent pas les travailleurs sociaux ou les agents de l'administration pour nouer des relations. Ils le font quotidiennement dans les marches, aux arrêts de bus, dans les équipements et les espaces publics ! Il s'agit plutôt d'une méthode pour rentrer dans des réseaux relationnels préexistants et nouer de relations entre des individus et des groupes. Ainsi contrairement au "lien social", elle permet de créer les conditions pour soulever des conflits, et plus tard de les gagner. »
(Extrait du *Livret Écho* faisant le bilan de l'initiative <http://pouvoirdagir.files.wordpress.com/2013/01/livret-echo1.pdf>.)

Globalement, cette expérience est riche d'enseignement en cela qu'elle est à la fois une expérience concrète de *community organizing* et une réflexion méthodologique et politique sur l'action publique locale en direction des quartiers populaires.

Graines de France / Norside

Graines de France se présente comme un cercle de réflexion, destiné à émettre des idées dans le domaine des sciences sociales dans les quartiers populaires, grâce à des experts spécialisés et à des outils pertinents. Il tend également à créer des synergies entre les différents secteurs de la société française : les opinions publiques, les décideurs, les médias, les élites politiques, les intellectuels, mais également ceux qui se sentent exclus de tous ces groupes.

En tant que structure, elle organise des formations de deux à cinq jours, à destination de responsables associatifs, de cadres de la politique de la ville, de leaders de terrains en capacité de pouvoir changer les choses, mais en manque de moyens. Son objectif est d'équiper les travailleurs de terrain pour leur permettre de mobiliser leurs quartiers afin d'améliorer leur quotidien.

À ce titre, Graines de France a publié un travail conséquent de réflexion sur l'*empowerment* au mois de juillet 2013¹⁰. Intitulé *Organisez-vous ! Construire la participation politique en quartiers populaires*, ce rapport est une contribution majeure à la connaissance de l'histoire et de la diversité des expériences d'*empowerment*. Il mobilise les acteurs impliqués de longue date dans la compréhension de ce phénomène (Jacques Donzelot, Hélène Balazard, Réda Didi) dans un exercice se voulant pédagogique et ouvert sur l'élargissement des expériences dans ce domaine.

De ce fait, l'objectif de Graines de France est de jouer un rôle de tête de réseau permettant l'organisation de réflexion collective et la construction/diffusion d'outils (rapport, formation, rencontres). Elle s'entoure pour cela de différentes associations de nature et taille différentes, mais toutes impliquées dans le champ de l'expérimentation de l'*empowerment* dans les quartiers populaires : la fondation Abbé Pierre ; l'association

10. Réda Didi et Leyla Arslan, *Organisez-vous ! Construire la participation politique en quartiers populaires*, rapport pour Graines de France, 17 juin 2013. Le rapport est consultable à l'adresse suivante : www.grainesdefrance.fr/fr_agenda_5_4_Rapport-Organisez-Vous-

Zy'Va ; l'Agence pour la diversité entrepreneuriale ; l'Appel du 21 avril (le pacte générationnel) ; Mozaïk RH ; Paroles de femmes ; Le pacte pour l'égalité et la diversité ; Open society justice initiative ; Terra Nova ; Fondapol ; Ambassade US ; Open society foundations ; Fondation Jean-Jaurès.

La diversité de ces partenariats vient souligner la volonté de Graines de France de revendiquer son ancrage dans les quartiers populaires. Cela l'amène à soutenir et à accompagner les projets qui en sont issus (voir Norside ci-dessous en encadré)

Norside : agir pour l'égalité active dans les quartiers!

Norside est une association lilloise constituée autour du rappeur Axiom. Elle est constitutive de la volonté d'apporter des réponses à l'urgence sociale exprimée dans le mouvement des banlieues en 2005. Elle intervient en soutien des initiatives visant le développement des quartiers populaires en y impliquant leurs habitants. Elle cherche, selon ses propres termes, « à mettre en œuvre, à aider, à soutenir, à encourager, à accompagner et à promouvoir toutes formes d'actions et d'initiatives locales, nationales et internationales, socio-économiques et culturelles, qui apportent des réponses alternatives aux inégalités et à l'exclusion des citoyens des quartiers et des zones urbaines sensibles. Elle agit et milite pour une égalité active et pour un droit d'accès facilité aux savoirs, aux activités culturelles (audiovisuel, graphisme, musique, écriture...), à l'industrie créative, à l'entrepreneuriat populaire et à l'emploi pour les citoyens des quartiers et des zones urbaines sensibles. L'association Norside déploie ses moyens d'action à travers des mécénats de compétences et de multiples partenariats ».

Souhaitant promouvoir l'égalité réelle de droits, l'association se présente comme une plateforme d'initiative populaire socio-économique et culturelle s'organisant autour de six domaines d'action :

1. Pôle culturel : « donner les moyens de la professionnalisation à des artistes amateurs résidants dans les quartiers concernés par la politique de la ville. »
2. Pôle citoyenneté active : « contribuer à la mise en œuvre de programmes sociaux et civiques d'éducation populaire dans les quartiers urbains prioritaires qui favorisent l'expression publique, la citoyenneté active et l'excellence scolaire. »
3. Pôle humanitaire : « apporter, dans ce contexte de crise économique, des réponses concrètes aux besoins des familles des quartiers ZUS affectées dans leurs conditions de vie par la collecte et le reversement de dons humanitaires. »
4. Pôle économie créative : « soutenir l'initiative entrepreneuriale dans le domaine de l'économie créative dans les quartiers populaires et les zones urbaines sensibles pour permettre leur développement. »
5. Pôle insertion professionnelle : « apporter sa contribution associative à la mise en réseau des potentiels en situation de handicaps, et issus de la diversité avec les entreprises et les pouvoirs publics qui ont une démarche d'embauche volontariste, responsable, sociale et éthique. »
6. Pôle plaidoyer : « mener et soutenir par sa résonance associative, son activisme engagé et son plaidoyer toutes formes d'actions de proximité et/ou toutes formes de réflexions qui visent à mettre en mouvement « l'égalité active » dans les quartiers populaires et les zones sensibles. »

Pouvoir d'agir

Le collectif Pouvoir d'agir est issu de la volonté d'un petit groupe d'acteurs sociaux, de professionnels et de chercheurs, de lancer, fin 2006, un « appel à la réflexion pour l'action » sur la question du *communautaire*, au delà des lieux communs sur le communautarisme. L'objectif de cette initiative était de faire réfléchir à la possibilité de s'appuyer sur les liens communautaires pour réfléchir au renouvellement de l'intervention sociale dans les quartiers.

Ces réflexions ont été engagées à la suite des « émeutes » de 2005, dans une période de débat sur la

situation des banlieues françaises. Ces acteurs ont cherché à « trouver les voies d'une société respectueuse des différences et cependant attachée aux règles de vie qui permettent de rester ensemble »¹¹. Pour cela, ils ont envisagé l'exploration de l'hypothèse du développement du « travail social communautaire » en France. Cet objectif s'est matérialisé par l'organisation d'un séminaire de recherche-action « Travail social, Développement communautaire, Éducation populaire et citoyenne », mis en place avec le double appui du Centre d'étude, de documentation, d'information et d'action sociale (CEDIAS musée social) et de l'Inter réseaux des professionnels du développement social (IRDSU). Animé par José Dhers – « ancien professionnel du développement social qui fut engagé dans le travail social communautaire dans les années 1970 » –, les travaux du séminaire ont mobilisé près d'une centaine de personnes, de son lancement au colloque d'Aubervilliers (janvier 2011).

« Ce séminaire s'est donné pour objectif de réhabiliter les démarches de type "communautaire" qui se sont développées en France, sous diverses formes, de façon modeste, mais continue, depuis des décennies, mais qui, à l'exception des interventions de santé communautaire, sont progressivement devenues tabou, notamment depuis le traumatisme de l'affaire des foulards de Creil en 1989. Il s'est efforcé de clarifier les concepts de travail social et de développement communautaire, tant au regard de l'*empowerment* anglo-saxon que du développement social local et de l'ingénierie territoriale à la française, en constatant avec regret l'absence de liens entre le travail social traditionnel et la politique de la Ville. Il a enfin observé une certaine réticence de la part des acteurs de ces deux champs d'intervention à prendre en compte l'ensemble des enjeux de la diversité culturelle¹². »

Cette dynamique a incité certains acteurs du comité de pilotage à étudier et à participer à des initiatives (rencontres professionnelles, etc.) permettant de mieux comprendre la nature et l'évolution du travail social communautaire dans d'autres pays européens. Cela a débouché sur la journée de travail du 5 décembre 2008 intitulée « Travail social et développement communautaire », qui a permis d'entendre les témoignages de personnalités qualifiées (Françoise Tétard, Hélène Strohl, Jacques Salvator) et le récit d'expérience de terrain¹³.

« Cette rencontre au CEDIAS s'est conclue sur la nécessité de poursuivre et d'amplifier l'étude des pratiques de terrain de type communautaire qui, la plupart du temps, ne s'affichent pas comme telles, afin d'y repérer et analyser les divers ingrédients qui les caractérisent ainsi que les freins qui s'opposent à leur développement. En cohérence avec les conclusions de cette journée, le séminaire de recherche-action s'est ensuite fortement investi dans l'analyse des pratiques collectives et communautaires de terrain cependant que le Comité national de liaison des associations de prévention spécialisée (CNLAPS) venait lui apporter son appui, prenant le relais du CEDIAS musée social qui lui avait permis de démarrer ses travaux. Plus d'une vingtaine d'expériences, conduites essentiellement en milieu urbain, mais aussi, pour certaines d'entre elles, en milieu rural et ne se rapportant pas toutes à des interventions auprès de populations issues de l'immigration, ont ainsi été étudiées

11. Jacques Ladsous, José Dhers, Jean-Claude Sommaire « Faire société autrement: réflexions, résistances, propositions », CEDIAS Vie sociale, n° 2, février 2011.

12. Présentation issue du document de synthèse du Séminaire pour la promotion des interventions sociales communautaires (SPISC) : « Historique, enjeux, et perspectives » datant de mars 2012.

13. Tenue au CEDIAS, cette journée a réuni 130 personnes. Le compte-rendu précise que Denis Bourque a pu participer, un temps de présentation et d'échanges autour des pratiques communautaires européennes et québécoises a permis d'élargir le débat au-delà du cadre national. Présentation issue du document de synthèse du séminaire pour la promotion des interventions sociales communautaires (SPISC) : « Historique, enjeux, et perspectives » datant de mars 2012.

sur la base d'entretiens approfondis menés, sur place, avec acteurs et bénéficiaires¹⁴. »

L'ensemble de l'expérience s'est conclue par un colloque intitulé « Faire société autrement, » organisé à Aubervilliers les 28-29 janvier 2011. Il a réuni près de 300 personnes avec pour objectif de « sensibiliser un plus grand nombre d'acteurs institutionnels à l'intérêt de promouvoir le travail social et le développement communautaire¹⁵. »

Cette démarche est intéressante parce qu'elle montre que les réflexions et expérimentations situées dans le champ de l'augmentation de la capacité d'agir des individus ne se situent pas exclusivement en dehors des institutions existantes intervenantes dans les quartiers populaires. Elle a été l'occasion de poser des questions profondes au travail social, sur le plan pratique comme sur le plan technique.

• « Le travail social communautaire considère que les hommes ne vivent et ne se développent qu'en communautés. Toute l'approche territoriale du développement social ne gagnerait-elle pas à mieux intégrer le concept de développement communautaire afin de sortir du mariage entre un individualisme destructeur du lien social et des substituts abstraits d'ordre juridique, administratif et technique accompagnés de procédures qui ignorent les réalités humaines du développement ? »

• « Comment les méthodes d'intervention communautaire, qui reposent sur la prise en compte du fait communautaire ainsi que sur un travail de groupe ou collectif (que le référentiel du métier d'assistant social nomme l'intervention sociale d'intérêt collectif), peuvent-elles s'articuler avec des modes d'intervention individuelle (l'intervention sociale d'aide à la personne) ? »

• « Quelles sont les conditions permettant le développement du travail communautaire, du point de vue des formations, ou des cadres institutionnels ?¹⁶ »

Le travail de prospection et réflexion produit par le collectif Pouvoir d'agir est porteur pour l'éducation populaire sur le fond comme sur la forme. Il a permis d'articuler production de savoirs, partages d'expériences, mise en réseau d'acteurs, et co-élaboration des problématiques et des actions. Ce faisant, la démarche du collectif combine des objectifs d'empowerment et d'émancipation individuelle et collective (« pouvoir d'agir, émergence et consolidation d'une force sociale, meilleure maîtrise sur sa vie et son environnement »), des modalités de travail collective, et une double inscription dans les territoires et les groupes sociaux.

14. Présentation issue du document de synthèse du séminaire pour la promotion des interventions sociales communautaires (SPISC), « Historique, enjeux, et perspectives », datant de mars 2012.

15 Le philosophe Joël Roman et le directeur de recherche au CNRS Claude Jacquier sont venus apporter leur éclairage et leur soutien à cette démarche. D'importantes personnalités comme Michel Dinot, président du conseil général de Meurthe et Moselle, Dominique Gillot, maire d'Eragny, conseillère générale du Val d'Oise et vice-présidente de Ville et banlieue, Pierre Gauthier, ancien directeur de l'action sociale au ministère des Affaires sociales, maintenant président de l'Union nationale des associations de formation et de recherche en intervention sociale (UNAFORIS), et Hervé Masurel, secrétaire général du Comité interministériel des villes, ont participé à la table ronde finale de ce colloque. Dans le cadre des travaux de groupe organisés au cours de ces journées, un atelier international a permis, en outre, d'échanger sur les perspectives et les pratiques de développement communautaire en Europe et au Québec. Présentation issue du document de synthèse du séminaire pour la Promotion des interventions sociales communautaires (SPISC), « Historique, enjeux, et perspectives », datant de mars 2012.

16. Pour bien saisir l'ensemble de la démarche mise en œuvre, lire : Jacques Ladsous, José Dhers, Jean-Claude Sommaire « Faire société autrement: réflexions, résistances, propositions », CEDIAS Vie sociale, n°2, février 2011.

Web radio La Voix des femmes

Développer le pouvoir d'agir suppose bien souvent d'accompagner un processus de prise de parole. Les possibilités techniques permises par l'élargissement de l'accès aux outils numériques favorisent l'émergence de web radios. Celles-ci accompagnent des projets associatifs, scolaires ou humanitaires, en laissant entrevoir la possibilité pour certains groupes de donner de vigueur à une demande de reconnaissance. C'est par exemple le cas de *La Voix des femmes* dont la trajectoire est éclairante.

« En 1987, un groupe de jeunes femmes de différentes nationalités décidait de créer La Voix des femmes. Pour la plupart issues de l'immigration marocaine, turque, italienne, les fondatrices voulaient par le biais de l'association, faire profiter les jeunes filles et les femmes de leurs compétences professionnelles et de leur expérience de vie. Elles estimaient par ailleurs qu'il y avait dans les organisations travaillant avec les immigrés un manque de représentation des femmes immigrées et que les activités qui leur étaient offertes (par exemple, cuisine ou couture) ne correspondaient pas à l'objectif d'émancipation. En créant La Voix des femmes, ces jeunes femmes ont choisi de se représenter elles-mêmes, de décider par elles-mêmes de leurs activités et d'encourager d'autres femmes à changer leur attitude de dépendance.

Progressivement, la Voix des femmes est devenue un espace de parole, de réflexion et d'échange, un lieu où les jeunes filles et les femmes pouvaient parler d'elles, de leurs situations et où elles pouvaient réfléchir à des solutions adaptées à leurs réalités. L'idée étant qu'il fallait encourager les jeunes filles et les femmes à se prendre en charge elles-mêmes et à devenir actrices de leur vie. La non-mixité s'est imposée naturellement : d'une part pour permettre la présence des jeunes filles ne pouvant pas fréquenter les lieux mixtes, d'autre part pour permettre à toutes de s'exprimer librement, l'absence de participants masculins pouvant favoriser la prise de position et l'affirmation des femmes.

Le soutien aux études des jeunes filles ainsi que des activités répondant à leurs attentes se sont rapidement développées. Les femmes de leur côté ont bénéficié des cours d'alphabétisation et de français ainsi que d'un service social qui répondait à leurs différentes demandes d'information ou de soutien : répudiation, divorce, droits sociaux, logement, santé, etc.

Parallèlement à ces activités, La Voix des femmes, consciente que la situation de la femme immigrée ne peut évoluer tant que celle-ci n'obtiendra pas son intégration politique, économique et sociale, s'engage dans la lutte pour l'égalité des droits des femmes, elle revendique le droit de vote et d'éligibilité de tous les citoyens, dénonce les discriminations dont sont victimes les femmes immigrées et de manière plus générale l'oppression patriarcale dont sont victimes toutes les femmes.

Ces dernières années ont été marquées par une volonté de renouveau et de redynamisation de l'association. Tout en poursuivant les actions s'inscrivant dans le cadre de la cohésion sociale (cours d'alphabétisation, cours de français, école des devoirs, service social), l'association s'est efforcée d'apporter plus de cohérence à ses activités d'éducation permanente qui s'articulent autour de trois thématiques – femmes et droits ; femmes et interculturalité ; femmes et politique(s) – afin qu'elles soient plus en adéquation avec les objectifs de l'association qui sont :

- de favoriser la prise de conscience, la responsabilisation et la connaissance critique des réalités sociales chez la femme ;
- de promouvoir l'égalité des droits et des chances de chaque individu et de combattre toute forme de discrimination et de violence à l'encontre des femmes ;
- d'œuvrer au renforcement du pouvoir d'action de toutes les femmes dans leur diversité et à leur participation active dans la société ;
- de suivre et d'intervenir dans les politiques qui ont un impact sur la vie des femmes et en particulier les politiques d'immigration, d'intégration et d'égalité des chances et d'assurer un dialogue suivi avec les

différents acteurs sociaux et parties prenantes ;

- d'être un lieu d'accueil, de soutien, d'information et de formation ainsi que de rencontres, d'échanges et de réflexions entre des femmes de générations et de cultures différentes ;

- de contribuer à une meilleure compréhension des réalités sociales vécues par son public en favorisant la sensibilisation, l'analyse et la recherche. De par le nombre et la diversité du public qu'elle accueille, La Voix des femmes constitue un observatoire privilégié des différentes problématiques liées aux femmes migrantes ou issues de l'immigration. Nous nous devons de rendre compte de ces problématiques et de les relayer à l'extérieur par un travail de plaidoyer et d'interpellation soutenus.

Le Livre blanc de la Femme migrante met en avant les domaines d'action prioritaires pour le futur en vue de favoriser l'amélioration des conditions de vie des femmes et leur garantir une meilleure jouissance de leurs droits fondamentaux. Il constitue le fil rouge de notre travail et de nos réflexions.

Enfin, le renforcement des liens avec des associations de femmes et la création de partenariats visant à donner plus de visibilité aux femmes migrantes ou issues de l'immigration est une autre des priorités qui nous tient à cœur.

La coordination bruxelloise de la Marche mondiale des femmes, dont nous assurons pour le moment le secrétariat ou le réseau Mariage et migration au sein duquel La Voix des femmes assure une présence active sont certaines des initiatives qui nous permettent de relayer les réalités vécues par les femmes de notre public. » (Extrait du site www.lavoixdesfemmes.org)

Initiatives complémentaires pour mémoire

• **Cap Berriat** a pour objet de favoriser l'exercice d'une citoyenneté active des jeunes. Un des moyens choisis pour la réalisation de cet objet est l'accompagnement des jeunes afin de leur permettre de prendre des initiatives, de créer et de participer à transformer la société, dans une démarche de solidarité et de coopération. L'association fonctionne à la fois comme un lieu d'accompagnement (un appui à la vie associative, une aide à la rédaction et au montage de dossier de financement, une aide administrative et comptable, un soutien à la création et à la pérennisation d'activité et d'emploi.), comme un centre de ressources (fonds documentaires, postes informatiques, espace de travail), et comme espace de rencontre.

www.cap-berriat.com/

• **ASBL La Rochelle (Charleroi, Belgique)**: La maison de quartier La Rochelle accueille différents dispositifs. Elle inscrit son action sociale dans des champs différents et complémentaires : l'aide sociale de première ligne, l'insertion socio-économique, socioculturelle, socioprofessionnelle, l'intégration par le développement communautaire, la participation citoyenne de l'insertion sociopolitique. La structure présente ses objectifs de cette manière: une volonté d'accompagner tout en responsabilisant, en renforçant les personnes. Celles-ci sont appelées à participer au projet de La Rochelle, pas seulement à en bénéficier, en respectant les besoins, le rythme, la personnalité de chacun. Pas de paternalisme donc, pas non plus « d'activation » (au sens des politiques actuelles en matière de comportements de recherche d'emploi).

Une logique de responsabilisation et de participation, non pas dans un esprit de contrôle, mais bien d'émancipation des personnes ! www.asblrochelle.be/

- **RESAQ (Maroc)** est une structure qui se fixe différents types d'objectifs : l'établissement d'une démocratie au Maroc qui passe par une appropriation de la gestion des affaires des quartiers par les citoyens et citoyennes qui apprennent et construisent ensemble le fonctionnement de la démocratie. L'association de quartier est l'outil qui permet aux populations d'apprendre le fonctionnement démocratique et la gestion de la chose publique locale. Elle est en outre le cadre de formation et d'émergence de nouvelles élites populaires appelées à entrer en interaction avec les élites classiques associatives ou partisans ainsi qu'avec les institutions publiques et même à leur fournir de nouveaux cadres. Une association de quartier ne peut participer activement au développement local que si elle est apte à se fédérer avec les autres associations de quartier avec lesquelles elle partage le même territoire d'intervention. Dans ce cadre le RESAQ utilise la notion de « dynamiques locales » pour exprimer la réalité que représente l'éclosion de réseaux locaux. www.resaq.org/

- **REACTUP** est un site web d'information et d'*empowerment* des gays sur la prévention et la recherche préventive. www.reactup.fr/

ACTION COLLECTIVE A CARACTERE REVENDICATIF

La Quadrature du Net

La Quadrature du Net est une association de défense des droits et libertés des citoyens sur Internet. Elle promeut une adaptation de la législation française et européenne qui soit fidèle aux valeurs qui ont présidé au développement d'Internet, notamment la libre circulation de la connaissance. À ce titre, La Quadrature du Net intervient notamment dans les débats concernant la liberté d'expression, le droit d'auteur, la régulation du secteur des télécommunications ou encore le respect de la vie privée.

Ses statuts précisent que l'association a pour objet désintéressé et non lucratif de mener une réflexion, des études, analyses, actions pour la défense des libertés individuelles sur internet et pour permettre aux citoyens de tirer tous les bénéfices de leur développement. Cela se matérialise par le fait de construire et de permettre l'accès à des outils leur permettant de mieux comprendre les processus législatifs afin d'intervenir efficacement dans le débat public.

- **Le Piphone** est un outil développé par La Quadrature du Net afin de mener des campagnes téléphoniques d'envergure. Il permet d'être mis rapidement et gratuitement en relation avec un eurodéputé, sélectionné au hasard, ou en fonction de critères particuliers (pays, groupe politique, commission...). Cela peut être effectué en utilisant un logiciel VOIP (type Skype...), un téléphone fixe ou portable.

- **Mémoire politique** est également un ensemble d'outils destinés à faciliter les prises de contact avec les députés, européens ou français. Ces outils ont particulièrement été utilisés dans le cadre des campagnes contre ACTA ou HADOPI. Comme le précise l'association, « chaque député ou eurodéputé a sa fiche sur laquelle sont référencés leurs coordonnées, leurs mandats ainsi que leurs votes et prises de position sur les sujets abordés par La Quadrature du Net ». Si un logiciel de téléphonie est installé sur l'ordinateur de l'utilisateur, il peut directement appeler les députés concernés par une demande.

- **Respect My Net** est « une plateforme participative visant à recenser les cas de restriction d'accès à Internet réalisée par les opérateurs. Les internautes y sont invités à tester leur connexion grâce à différents outils et suivant divers cas proposés, puis à laisser leur témoignage ou à appuyer ceux déjà laissés par d'autres utilisateurs ». Ces témoignages sont utilisés par l'association pour faire valoir les arguments en faveur de la « neutralité du Net » des décideurs publics.

- **Le quadpad** est un éditeur de texte collaboratif en temps réel. Il permet à plusieurs personnes de partager un texte en cours d'élaboration. « Les contributions de chacun apparaissent immédiatement sur l'écran de tous les participants et sont signalées par des couleurs différentes. Une fenêtre de messagerie instantanée permet également à tous les participants de communiquer ». Cet outil est public et sécurisé, il est beaucoup utilisé pour la co-élaboration de textes militants.

La Quadrature du Net combine ainsi des logiques militantes de pression sur les décideurs publics et des logiques de diffusion des savoirs et des outils. Ce faisant, l'association joue un rôle de tête de réseau qui établit des connexions entre des espaces professionnels divers (notamment autour de la question de la « censure » sur le Net).

Jeudi noir

Jeudi noir est un collectif créé en 2006 pour dénoncer les conditions de logement et la flambée des loyers. Particulièrement présents sur Paris, ils prônent notamment le « gel des loyers », « l'application du droit au logement opposable » ou « la réquisition de logement vacant en faveur des étudiants » :

« Pour les jeunes en recherche de logement, le jeudi est une journée noire : celle de la chasse aux petites annonces. Des logements toujours plus chers et des bailleurs toujours plus exigeants. C'est aussi la journée où on envisage des solutions alternatives : colocation, sous-location, logement chez des proches, squat, retour chez les parents ?... »

À la sortie du PAP, lors des visites d'appartements, dans les agences immobilières : tous les jeudis nous attaquerons le mal-logement, le mettrons en lumière pour le faire sortir de l'oubli. En pointant du doigt la spéculation, entretenue par l'État, nous dénoncerons la supercherie immobilière : statistiques au mieux approximatives, bizutage immobilier de la jeunesse, aides aux locataires détournées de leur objectif et autres politiques publiques pro cycliques...

Les politiques du logement peuvent jouer un rôle stabilisateur. Elles doivent aider prioritairement les personnes qui ont besoin de se loger. Aux pouvoirs publics de se mobiliser. À nous de leur rappeler.* »

Ils mènent pour cela de nombreuses actions collectives (réquisitions, occupations, happening, etc.) dont l'architecture repose sur des valeurs de partage et une pratique délibérative inspirée de la démocratie directe. Le collectif est également connu pour avoir publié « Le petit livre noir du logement ». Il fait suite à un travail d'enquête et de recueil de données sur l'état du logement en France qui se revendique du domaine de « l'expertise militante ». Il contribue de ce point de vue à la diffusion d'un savoir construit collectivement à des fins d'émancipation.

Source : www.jeudi-noir.org/qui-nous-sommes/

Pièces et main d'œuvre

Pièces et main d'œuvre est une structure qui s'est illustrée au niveau national dans l'ensemble des débats autour des nanotechnologies en combinant des actions collectives de dénonciation, et des initiatives de partage d'informations critiques sur les enjeux technologiques. En construisant et diffusant un savoir critique, elle s'inscrit dans une tradition contemporaine *d'éducation populaire tournée vers l'action* (formule utilisée par l'association ATTAC à sa création), dont la présentation suivante de son activité témoigne.

« Pièces et main d'œuvre, atelier de bricolage pour la construction d'un esprit critique à Grenoble, agit depuis l'automne 2000 de diverses manières : enquêtes, manifestations, réunions, livres, tracts, affiches, brochures, interventions médiatiques et sur Internet, etc.

Pièces et main d'œuvre n'est pas l'enseigne d'un collectif, mais d'individus politiques. Nous refusons la bien-pensance grégaire, qui n'accorde de valeur qu'à une parole réputée « collective », pour mieux la réduire au conformisme, à la paresse et à l'incapacité, dans l'anonymat du groupe. Nous ne souhaitons pas de gens « qui fassent partie », mais, au contraire, nous allier chaque fois que possible et nécessaire avec d'autres « qui fassent » par eux-mêmes.

De même que nous refusons de nous identifier autrement qu'aux anonymes, ceux qui n'ont jamais la parole, nous refusons l'expertise, cette ruse du système technicien pour dépolitiser les prises de décisions et déposséder les sociétaires de la société de leur compétence politique. Ce refus vaut pour la "contre-expertise", cette ruse du système technicien pour infiltrer et retourner les oppositions à la tyrannie technologique.

En bref : nous considérons que la technologie – non pas ses "dérives" – est le fait majeur du capitalisme contemporain, de l'économie planétaire unifiée. La technologie est la continuation de la guerre, c'est-à-dire de la politique, par d'autres moyens. Si la police est l'organisation rationnelle de l'ordre public – de la cité – et la guerre un acte de violence pour imposer sa volonté à autrui, cette rationalité et cette violence fusionnent et culminent dans la technologie, par d'autres moyens. La technologie, c'est le front principal de la guerre entre le pouvoir et les sans pouvoir, celui qui commande les autres fronts. Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas d'autres fronts, mais que chaque innovation sur le front de la technologie entraîne en cascade une dégradation du rapport de forces entre le pouvoir et les sans pouvoir sur tous les autres fronts.

Quant à notre pratique, nous savons qu'on ne gagne pas toujours avec le nombre, mais qu'on ne gagne jamais sans lui, et moins encore contre lui. Nul à ce jour n'a trouvé d'autre moyen de transformer les idées en force matérielle, et la critique en actes, que la conviction du plus grand nombre. Nous soutenons que les idées sont décisives. Les idées ont des ailes et des conséquences. Une idée qui vole de cervelle en cervelle devient une force d'action irrésistible et transforme le rapport des forces. C'est d'abord une bataille d'idées que nous, sans-pouvoir, livrons au pouvoir, aussi devons-nous être d'abord des producteurs d'idées. Pour produire des idées, nous nous appuyons d'abord sur l'enquête critique, aliment et condition première, quoiqu'insuffisante, à toute action. Si la critique fait feu de tout bois, ce bois c'est l'enquête qui l'amasse. Si nous avons semé quelques doutes, par exemple sur les nanotechnologies et les technologies convergentes, sur la biométrie, les RFID et les neurotechnologies, sur le téléphone portable et nombre de sujets connexes, sur la destruction du territoire, la cannibalisation de "l'écosystème" par le système technicien, c'est à force d'enquêtes, de harcèlement textuel, d'interventions lors d'occasions officielles.

Une critique dont on peut énoncer quelques lignes élémentaires : Anticiper. Contester à propos, avant coup plutôt qu'après coup - les nanotechnologies par exemple. Être offensif plutôt que défensif. Faire la différence en se concentrant sur le point aveugle de la critique, plutôt que faire nombre en clabaudant en chœur des évidences. S'emparer des symptômes d'actualité pour remonter à la racine des maux. Instruire à charge, en laissant au système qui en a plus que les moyens le soin de sa défense. Ne jamais dénoncer les malfaisances sans dénoncer les malfaiteurs. Ne jamais répondre à leurs manœuvres de diversion et de récupération. Ne jamais lâcher le front des nécrotechnologies.

Ainsi formons-nous l'espoir qu'à Grenoble et ailleurs se multiplient les enquêteurs et les enquêtes, liant le local au global, le concret à l'abstrait, le passé au futur, le particulier au général, afin de battre en brèche la tyrannie technologique, et d'élaborer de technopole à technopole une connaissance et une résistance communes. » (Extrait du site internet www.piecesetmaindoeuvre.com)

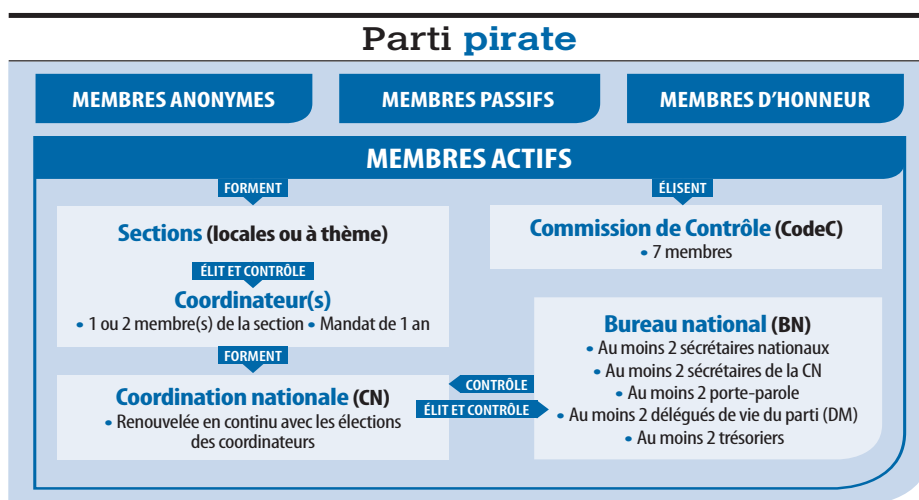
Parti pirate

Le Parti pirate est une organisation politique fondée en France en 2006. En tant que mouvement politique, le Parti pirate revendique être présent dans plus d'une quarantaine de pays. En France, il a opté pour une forme associative à travers laquelle il articule des collectifs militants ancrés dans les territoires, et la mise à contribution d'une communauté de sympathisants (sur le mode des communautés d'utilisateurs) en ligne.

Il revendique une société basée sur « le partage fraternel des savoirs culturels et scientifiques de l’humanité », la « protection de l’égalité des droits des citoyens par la transparence » et la « défense des libertés fondamentales sur internet comme dans la vie quotidienne ». En cela, il se veut le porte-voix de valeurs revendiquées au cœur des communautés numériques (partage, collaboration, réseau, transparence) avec l’idée de leur application à d’autres domaines.

Quelques observations de réunions d’une section locale récemment créée du Parti pirate, nous ont permis de constater un fonctionnement interne faisant écho à ce qui avait pu être observé précédemment. L’ensemble des réunions est ouvert et combiné avec une possibilité de participation en ligne. Les supports de réunion (textes, vidéos, etc.) sont accessibles à tous sur Internet sous la forme de wiki. Les textes sont écrits à plusieurs mains en utilisant des éditeurs de texte collaboratif (Framapad par exemple), et de nombreuses modalités de délibération organisent le quotidien militant via des listes de discussion, des forums ou des sondages. En tant que mouvement, le Parti pirate nous a intéressés pour ces pratiques collectives reposant sur la libre diffusion des savoirs et sur la transparence¹⁷.

Organigramme du Parti pirate (source : www.partipirate.org/spip.php?article231)



17. <https://www.partipirate.org/IMG/pdf/ri.pdf>

Initiatives complémentaires pour mémoire

- **Génération précaire** est né en 2005 autour de l'objectif de dénoncer l'existence d'un véritable sous-salariat toujours disponible, sans cesse renouvelé et sans aucun droit. Le collectif plaide pour le droit des stagiaires et utilise Internet pour structurer un réseau, regrouper les témoignages et engager des actions de lobbying collectif. www.generation-precaire.org/index.php
- **M'pep** Le Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP) a tenu son congrès fondateur le 24 mai 2008 en Seine-Saint-Denis. Au moment de sa création, le M'PEP était composé de militants ou anciens militants de partis de gauche, d'associations, de mouvements altermondialistes ou de syndicats. À sa création, il s'est fixé six objectifs : « agir pour repolitiser les citoyens ; démystifier la mondialisation qui vise à établir définitivement la domination du capitalisme ; contribuer à la construction d'une grande force politique de gauche ; placer la souveraineté des peuples au centre du débat politique ; sortir de l'eurolibéralisme ; lutter contre l'emprise du capitalisme et ouvrir la voie à un socialisme du XXI^e siècle. » www.m-pep.org/

ENGAGEMENT POUR AUTRUI

Pacte civique

Le Pacte civique se présente tout à la fois comme « un appel, une approche et une démarche ». Il rassemble des organisations de la société civile et des militants associatifs. Sous l'impulsion de plusieurs personnalités (Jean-Baptiste de Foucauld, Patrick Viveret, Jean-Pierre Worms, etc.), ces acteurs ont établi une plateforme et proposé « un pacte civique pour renouveler le vivre ensemble et rénover la qualité démocratique ». Pour faire face à une crise aux multiples facettes sans risquer l'illusion d'une solution unique, ce pacte retient l'idée de la nécessité de combiner la revalorisation des idéaux et des comportements censés amener des changements, la favorisation d'alternatives concrètes et d'expérimentations (notamment dans l'économie sociale et solidaire), et la prise en considération de la coupure qui s'est progressivement fait jour entre la représentation politique et la société française. Cette posture permet aux tenants de cette démarche de plaider pour une triple prise de conscience :

- « conscience des limites de la nature : on ne peut prélever indéfiniment des ressources finies ; »
- « conscience des limites de l'intérêt personnel : les intérêts égoïstes sont source d'inégalité et leur somme ne garantit pas l'intérêt général ; »
- « conscience des limites de l'accumulation des désirs de tous ordres produits par les systèmes en place, qu'ils n'ont plus les moyens de satisfaire. »

La démarche du collectif est ainsi placée du côté du complément des initiatives et de la confiance mutuelle :

« À cet égard, le collectif associatif constate que, loin des discours catastrophistes ou démobilisateurs, beaucoup de femmes et d'hommes, à l'occasion de ces différentes crises, découvrent au fond d'eux-mêmes, chez leurs proches ou dans leur communauté d'appartenance, des ressources qu'ils ne soupçonnaient pas et qu'ils ont du mal à exprimer clairement. Qu'il s'agisse de simple "se font jour", qui prennent des formes très différentes : conscience morale, humanisme, profondeur, intériorité, transcendance, espérance... Cette "force éthique" (qui se déprend de la fascination pour la compétition ou pour la communication) stimule les réactions face aux pires situations d'humiliation et redonne confiance aux personnes en leur rendant le sentiment de leur propre dignité, comme de l'égale dignité de tous les hommes. Elle constitue à nos yeux le principal ressort qui nous permettra de donner un nouvel élan à la démocratie et à la citoyenneté, et de sortir de la crise. Un « droit de cité » doit lui être reconnu dans notre espace laïc et pluraliste ! » (Extrait de la plateforme commune www.pacte-civique.org/PlateForme)

Aussi, le Pacte civique confère une grande importance à la recherche de la qualité de vie démocratique et individuelle, pour ce qu'elle peut produire en termes d'action collective et de réalisation de soi.

« La recherche du bonheur par l'accumulation de l'avoir a constitué l'orientation fondamentale de la modernité ; cette approche, contraire à la plupart des traditions de sagesse dont aucune ne place le bonheur et la joie de vivre dans la possession, a démontré ses limites. Il faut la repenser en équilibrant mieux l'être et l'avoir, le mode de vie et le niveau de vie, le bien-être et le mieux-être, avec, par exemple, comme mot d'ordre : *Autrement, le bonheur*. » (Extrait de la plateforme commune www.pacte-civique.org/PlateForme)

Pour œuvrer dans ce sens, le Pacte civique tente de construire un espace de discussion, d'échange et de

production d'alternative reposant sur l'engagement collectif suivant :

« Retrouver le sens des limites et du possible, articuler liberté individuelle et responsabilité collective, réintroduire du lien entre générations, entre couches sociales et entre institutions et citoyens, focaliser l'attention sur tous ceux qui sont victimes des crises, repenser les rapports entre cultures, lier transformation personnelle et transformation sociale, voici des objectifs à approfondir au regard des quatre impératifs suivants :

- impératif de créativité, dont le champ devra s'élargir et porter davantage sur l'écologie, la coopération, les relations interpersonnelles et spirituelles, en un mot à tout ce qui donne sens;
- impératif de sobriété, de distinction entre l'essentiel et le superflu, qui va s'imposer sous de multiples formes, avec le risque de dégénérer en austérité imposée aux plus fragiles, s'il n'est pas appliqué en proportion des possibilités de chacun ;
- impératif de justice qui devra conduire à inventer de nouvelles formes de redistribution pour que le principe d'égalité soit effectivement mis en pratique dans un contexte où on ne peut plus compter sur une augmentation rapide des richesses ;
- impératif de fraternité pour relier liberté et égalité, pour inspirer nos changements personnels et collectifs, pour faciliter le dialogue démocratique et pour renforcer nos solidarités et coopérations.

Conscients de toutes ces transformations de la société qui se cherchent, les associations signataires appellent à ouvrir un espace civique où serait débattue la nature de la société française dans laquelle nous voulons vivre et que nous voulons laisser aux générations futures. Cela passe par de nouveaux modes et critères de développement et de nouvelles priorités politiques et institutionnelles, mais aussi par une solidarité en actes à l'égard des plus démunis, par un redéploiement et une modération de nos modes de consommation, par une stimulation de nos capacités relationnelles et de nos sources culturelles, par une prise en compte de notre vulnérabilité comme de notre responsabilité à l'égard de la société, de la planète et des générations futures. Cela implique de prendre en compte les dimensions européennes et mondiales de la préparation de notre avenir commun. (Extrait de la plateforme commune www.pacte-civique.org/PlateForme)

Sur cette base, le Pacte civique appelle à s'engager pour une série de 32 engagements consultables en ligne et mis en valeurs dans les initiatives publiques (www.pacte-civique.org/EngagementS).

Solidarités nouvelles face au chômage

Solidarités nouvelles face au chômage est structure créée au milieu des années 1980 avec comme objectif de lutter contre l'exclusion et le chômage. Dès ses origines, cette structure s'est voulue une invitation à donner une réalité concrète au « lien social » à travers un processus d'engagement et d'accompagnement bénévole des demandeurs d'emploi. Dans une période où se discutait le RMI, l'objectif de l'association a été de tenter d'articuler le retour au travail avec un « soutien moral, un appui, une écoute ». Pour cela, l'accompagnement consiste en soutien global et individualisé sur l'ensemble de la démarche de recherche d'emploi. L'aide ainsi apporté au demandeur d'emploi est le fait d'une solidarité pratique à chaque étape du processus de construction d'une insertion (ou réinsertion) dans l'emploi. Comme le précise le site de l'association, elle mobilise bien souvent deux personnes pour suivre et accompagner un demandeur d'emploi dans son parcours. Selon l'association, « 2 500 demandeurs d'emploi sont accompagnés par 1 400 membres bénévoles répartis dans 120 groupes locaux de solidarité, avec un taux d'issue positive de 62 % en fin d'accompagnement. »

Le processus d'accompagnement est ouvert à tous et suit la logique suivante :

« L'accompagnement s'adresse à tout chercheur d'emploi qui en fait la demande, quels que soient son âge, ses qualifications, son domaine d'activité ou sa durée de chômage.

Nous proposons un accompagnement personnalisé à chaque chercheur d'emploi, par deux membres bénévoles de l'association aussi longtemps que nécessaire. L'accompagnement offre au chercheur d'emploi :

- une écoute, un soutien humain et une aide à la reprise de confiance
- un soutien méthodologique pour reconstruire son projet professionnel et orienter ses recherches

Le chercheur d'emploi rencontre ses deux accompagnateurs régulièrement et au rythme qui lui convient (en général deux fois par mois). Le demandeur d'emploi sera ainsi épaulé jusqu'à ce qu'il retrouve un travail stable. L'accompagnement SNC est complémentaire des dispositifs du service public de l'emploi et de l'action des autres associations.

Les membres accompagnateurs font partie d'un groupe de solidarité (il en existe 117 dans toute la France). Chaque groupe de solidarité est composé d'une douzaine de personnes bénévoles sur un territoire localisé (quartier, arrondissement, ville, entreprise). Ses membres sont en lien avec les acteurs locaux (associations, centres d'action sociale, Pôle emploi, mairies, etc.). Chaque groupe se réunit une fois par mois pour faire le point des accompagnements en cours. Le groupe de solidarité est un lieu de régulation et un réseau de compétences au service des accompagnateurs. » (Extrait de la présentation de l'accompagnement. sur le site www.snc.asso.fr/Nos-actions/accompagnement.html)

Par ailleurs, l'association fait également un travail dans le domaine de l'emploi, en œuvrant à la création d'emplois temporaires dans certaines associations avec lesquelles elles développent des partenariats. Ces offres d'emploi s'adressent aux personnes accompagnées par l'association et à des organismes ou associations à but non lucratif souhaitant embaucher sans forcément en avoir les moyens. Grâce à un mécanisme financier basé sur le don, « un contrat de travail est conclu entre l'association partenaire et la personne accompagnée pour une durée déterminée de 6 mois à temps plein ou à temps partiel, et un engagement de subvention est signé par SNC au profit de l'employeur ». L'idée de ces emplois étant d'apporter un soutien à l'accompagnant tout en permettant à une structure modeste de se développer.

ITECO

ITECO est une structure belge qui, depuis près de 50 ans, « vise à replacer les citoyens comme acteurs centraux de la société, en mettant à leur portée des instruments d'analyse de leur propre action ainsi que des principaux mécanismes à l'œuvre dans la société. » En cela, elle se situe à la charnière de l'éducation populaire et de la formation à des compétences permettant pour chacun l'engagement pour autrui.

Pour cela, ITECO s'efforce de favoriser « l'éducation au développement » en proposant un modèle de formation croisée entre le Nord et le Sud, en faisant le pari de l'interculturel. Les formations de la structure s'adresse à « un public large investi dans des associations et ONG, mais également aux professionnels formateurs et animateurs, professionnels de l'action sociale, de la coopération au développement, coopérants, gestionnaires de projets, animateurs en éducation au développement, travailleurs sociaux, enseignants, travailleurs de rue, éducateurs, personnel de centres d'accueil, de maisons médicales, de centres médico-sociaux et de planning familial ». En cela ITECO vise des objectifs de niveau assez différent, qui combinent la formation aux problématiques du développement et des

inégalités Nord/Sud et la formation aux métiers du secteur social et des ONG.

Pour ces raisons, ITECO est devenu un « centre de formation pour le développement » qui met en œuvre des méthodes pédagogiques et des modalités d'évaluation des projets de développement. Ces formations sont placées sous l'angle de « l'éducation des citoyens à la solidarité internationale ». Elles s'appuient sur la revue *Antipodes*, sur les ressources pédagogiques mises en ligne sur le site Internet de la structure, et sur les pédagogies actives.

« Chaque année ont lieu quatre formations de base Ici ou ailleurs, que faire ?, un cycle Éduquer au développement, l'autre façon de coopérer, destiné aux animateurs en éducation au développement, un cycle Travail social en milieu interculturel, un cycle de formation pour agents de développement et des modules sur des outils pédagogiques en éducation au développement. Au programme annuel de formations viennent s'ajouter des formations organisées à la demande des associations et des collectifs.

ITECO rejoint les courants de pédagogie d'adultes partisans de l'apprentissage actif qui s'éloignent de l'idée qu'apprendre soit une simple transmission de connaissances. L'hypothèse de ces courants pédagogiques est qu'on apprend mieux quand on devient un réel acteur de sa propre formation. Dans cet esprit, ITECO accorde un rôle important aux expériences et aux connaissances dont sont porteurs les participants aux formations. Quatre pôles constituent un schéma pédagogique qui permet au participant de mieux analyser où il est situé dans la société, de mieux percevoir comment elle fonctionne, la place qu'il y occupe, ce qu'il peut y faire et avec qui :

- Pôle personnel : réflexion sur les itinéraires de vie et les motivations personnelles. Identification des contraintes et des atouts individuels.
- Pôle du contexte : dans lequel se découvrent les mécanismes à l'œuvre dans la société : l'économie, la politique, les dynamiques sociales, ainsi que les déterminations culturelles.
- Pôle de l'action : par lequel chacun s'investit dans la réalité du monde.
- Pôle des partenaires : qui identifie les alliés dans l'action et les conditions de collaboration. » (Extrait du site Internet www.iteco.be/)

Initiatives complémentaires pour mémoire

- **ATD Quart-Monde** est une structure bien connue. Elle développe une multitude d'actions parmi lesquelles l'université populaire d'ATD Quart-Monde qui permet à des personnes en grande difficulté de devenir les acteurs d'un espace de parole et de diffusion de la culture.

www.atd-quartmonde.fr/

- **Fabamel** est une association qui milite pour le bien-être de l'enfant et la culture multimédia en nouvelle Calédonie, en revendiquant à la fois l'éducation, la coopération, l'interculturel et l'éducation populaire.

www.fabamel.nc/index.html

ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Financement participatif (*crowdfunding*)

Au cours du repérage, nous avons pu identifier plusieurs plateformes de *crowdfunding* dont Babyloan, Octopousse ou Ulule.fr. Le nombre de ces plateformes de financement participatif se multiplie dans un contexte où l'État cherche à en réglementer le statut¹⁸. Pour mémoire, ce vocable venu de l'anglais *crowdfunding* regroupe les sites Internet capables de recueillir les contributions des particuliers pour financer des projets, investir en actions, ou accorder des prêts. Ces plateformes s'organisent autour de formes et d'objectifs assez différents.

- **Le financement d'entreprise.** Par exemple : Anaxago, Afexios, Wiseed, Reservoirfunds, Profundo, Cofundit, BoosterProject, Fondatio ou Cashabiz...
- **La production communautaire.** Par exemple : Myfashionline, My Major Company, Myshowproduction, Touscoprod, FABrique d'Artistes ou éditions Sandawe, et le soutien aux projets (par exemple : Octopousse, Kickstarter, Ulule2, Kisskissbankbank, Sponsume, Arizuka, Babeldoor, Mutuzz ou Fondatio).
- **Le microcrédit solidaire.** Par exemple : Microplace, MicroWorld, Kiva, Unitedprosperity, Xetic2 ou Babyloan) et le P2P Lending (par exemple : Prosper, SPEAR2, Friendsclear, ou Zopa)
- **Les systèmes de don.** Par exemple : Firstgiving, Donorschoose, Smallcanbebig, Betterplace ou Mailforgood en France)¹⁹

La plate-forme Ulule propose une catégorisation proche et complémentaire, tenant compte des modalités d'implication des contributeurs²⁰.

- **Les plates-formes de don (*donation-based*) :** « levées de fonds sur internet pour des causes charitables ou de type mécénat. Les contreparties offertes aux internautes en échange des sommes reçues sont symboliques. »
- **Le financement sans contreparties financières (*reward-based*) :** « des contreparties en nature sont offertes aux internautes en fonction du montant des sommes qu'ils versent. Le porteur de projet conserve intégralement la "propriété" de son projet. Pour l'internaute, il ne s'agit pas d'un investissement (pas de retour financier attendu) mais soit d'un don, soit (le plus souvent) d'une souscription (prévente). »
- **Le financement avec prise de participation (*equity based*) :** « l'internaute « investisseur » acquiert une

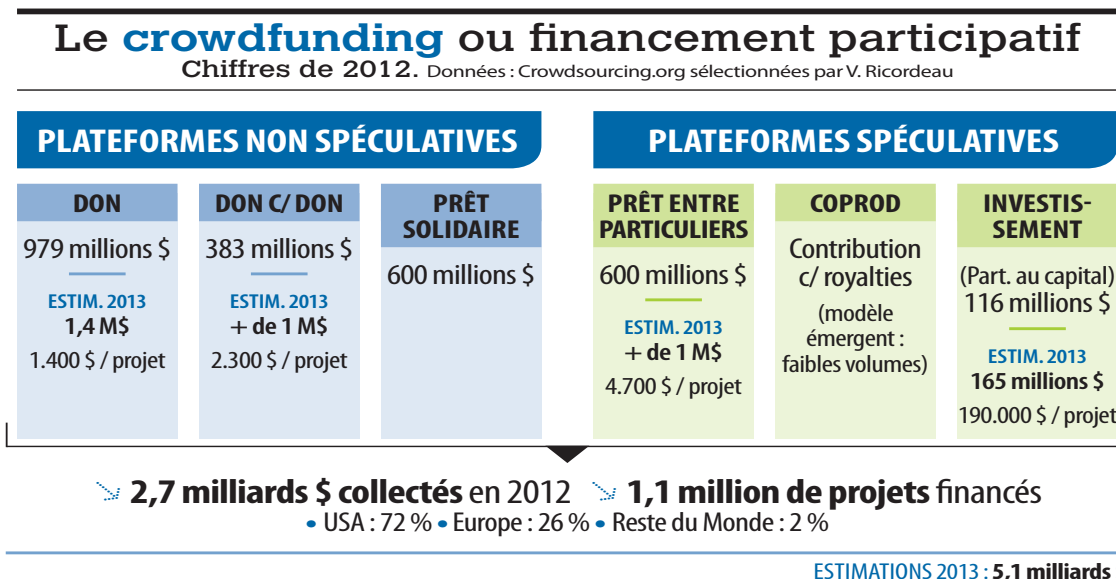
18. Voir *Les Échos* du 5 septembre 2013 ou l'article suivant www.numerama.com/magazine/27155-crowdfunding-ce-que-va-vraiment-changer-la-reforme.html

19. Catégorisation que l'on retrouve sur Wikipédia https://fr.wikipedia.org/wiki/Production_communautaire. On peut aussi se reporter sur le site Ulule <http://chouette.ulule.com/post/44532709418/les-4-grandes-familles-du-crowdfunding-petit-guide-a>

20. <http://chouette.ulule.com/post/44532709418/les-4-grandes-familles-du-crowdfunding-petit-guide-a>

participation dans le projet ou devient coproducteur et a le droit en échange à des contreparties financières en cas de succès commercial du projet. C'est le modèle de différentes plates-formes qui permettent de prendre une participation directe au capital des entreprises. »

- **Le prêt participatif** (*lending-based*) : « prêt entre particuliers, microcrédit, prêt des particuliers aux entreprises²¹ ».



Le dynamisme de ce secteur repose sur des traditions issues du web social, notamment celle de recherche d'alternatives aux modèles traditionnels de financement de la culture. De ce fait, ce mouvement intéresse l'éducation populaire moins pour les projets qui font simplement de l'internaute-contributeur un financeur de projet (comme une forme de mécénat à l'ère numérique), que pour les sites qui proposent de combiner le soutien actif à la création et la participation des donateurs à cette création. C'est par exemple l'objectif de la plateforme de *crowdfunding* que développe Imagination for people²². Celle-ci n'a pas pour simple objectif de permettre le financement du projet, mais également d'élargir la communauté de travail autour de celui-ci.

21. Catégorisation que l'on retrouve sur Wikipédia https://fr.wikipedia.org/wiki/Production_communautaire

22. <http://imaginationforpeople.org/fr/>

La banque coopérative New B

New B est un projet belge de banque coopérative qui associe des citoyens et des organisations dans le cadre d'une assemblée générale d'administration.

« L'objectif de la coopérative New B est de voir la faisabilité de la création d'une banque coopérative. Une étude de faisabilité a été réalisée.

Les 12 valeurs de New B :

- Insertion sociale : à travers des dizaines d'associations et des dizaines de milliers de coopérateurs.
- Simplicité : les produits et services proposés aux clients sont simples à comprendre.
- Sécurité : à travers des investissements dans l'économie réelle. Le gain n'est pas un objectif en soi.
- Durabilité : la banque exclut tout produit ou projet nuisible à l'environnement et à la société.
- Transparence : dans toutes les activités de la banque.
- Innovation : solutions innovantes pour une économie sociale et écologique.
- Participation : le client a son mot à dire.
- Honnêteté : partage équilibré des bénéfices entre les dépôts et les coopérateurs.
- Inclusion : accès au service pour tous.
- Sobriété : par une gestion économique et appropriée.
- Diversité : attention pour les différences entre les personnes.
- Proximité : proche des gens.

Être coopérateur signifie :

- Soutenir le projet et lui donner une chance de voir le jour.
- Décider : chaque coopérateur aura son mot à dire dans la construction de la nouvelle banque, participera à la vie de la coopérative, sera invité et pourra voter aux assemblées générales.
- Être bénéficiaire : seuls les coopérateurs pourront bénéficier des futurs services offerts par la coopérative Pionnier et noté comme tel : les premiers coopérateurs recevront un numéro de compte spécial lors de la création de la banque.
- Être informé : les coopérateurs seront tenus au courant des activités et événements mis en place par New B. »

<http://www.newb.coop>

Habicoop : société coopérative d'habitants

Ces dernières années, de nombreux projets collectifs visant à l'achat, à la location ou à la construction de logement par des collectifs ont vu le jour en France (comme en Allemagne ou Québec). Parmi ces projets, certains sont principalement orientés vers de l'achat groupé permettant de réduire les coûts. D'autres, en revanche, cherchent à établir un projet collectif qui va au-delà des aspects financiers (tout en les intégrant). C'est en particulier le cas d'Habicoop, qui défend l'idée de « société coopérative d'habitants » :

« Une société coopérative d'habitants regroupe des personnes qui veulent gérer et améliorer, ensemble, les logements qu'ils occupent dans un même immeuble ou sur un même terrain. Les valeurs fondamentales sont la propriété collective, la sortie du système spéculatif et la démocratie. » (Extrait des pages du site www.habicoop.fr/spip.php?rubrique1)

Pour Habicoop, une société coopérative d'habitant représente :

- une alternative pour les personnes exclues du marché de l'immobilier ;
- un nouveau type de rapport à la propriété ;
- des solidarités de voisinage.

L'idée générale de la coopérative d'habitants est de favoriser l'accès à « un logement stable, dans un bâtiment de qualité, à un prix raisonnable ». Sur la base cet objectif, Habicoop présente l'articulation de son projet en ces termes.

« La coopérative permet d'accéder à un logement d'autant plus adapté aux besoins du locataire qu'il a participé à sa conception. La coopérative d'habitants permet la mise en commun d'espaces et de services (salle polyvalente commune, buanderie) pour favoriser la solidarité. La coopérative d'habitants permet le développement de la vie sociale et des solidarités de voisinage. L'implication des coopérateurs, les efforts de mutualisation de moyens et des espaces et le souhait d'éviter les intermédiaires permettent d'offrir des loyers inférieurs aux prix du marché.

Une société coopérative d'habitants est un cadre juridique qui repose sur les valeurs d'égalité, de transparence dans la gestion et de participation de chacun aux décisions. La démocratie s'y applique selon le principe « une personne = une voix ». Le système de gestion de la coopérative et les valeurs lui sont liées favorisent l'intégration de tous les habitants dans la vie de l'immeuble.

Un autre rapport au patrimoine: La coopérative est une société sans but lucratif, elle propose à ses coopérateurs des logements dont les loyers reflètent le coût réel d'exploitation de l'immeuble dans lequel ils vivent. L'implication des coopérateurs, les efforts de mutualisation de moyens et d'espaces (buanderie commune, salle polyvalente, etc.) et le souhait d'éviter les intermédiaires permettent d'offrir des loyers inférieurs aux prix du marché. La mutualisation des capacités d'endettement permet à des ménages modestes d'accéder à la coopérative. Les caractéristiques intrinsèques au système coopératif (propriété collective sans but lucratif) évitent d'entrer dans une logique spéculative. Le coopérateur acquiert un certain nombre de parts sociales qui lui seront remboursées par la coopérative lorsqu'il décidera éventuellement de quitter son logement.

Comme dans toute coopérative, les membres ont une double qualité. D'un côté, en tant que coopérateurs ils sont impliqués directement dans la gestion de la structure dont ils détiennent des parts sociales : ils en élisent le(s) gérant(s) et participent régulièrement aux décisions relatives à l'organisation de l'activité de la coopérative. De l'autre côté, les membres d'une coopérative d'habitants sont aussi les bénéficiaires des services offerts par la coopérative. Ils sont donc locataires des logements dont la coopérative est propriétaire.

La coopérative est issue d'un travail collectif qui prend en compte, dans la mesure du possible, les besoins de chacun. Impliqués dès l'origine du projet, les coopérateurs définissent ensemble les caractéristiques de leurs logements et des espaces qu'ils souhaitent partager (espaces extérieurs, balcons, buanderie, salle de jeux pour les enfants, etc.). Ils établissent les statuts de la coopérative et déterminent de cette manière son fonctionnement interne. La vie en coopérative encourage le développement d'un nouveau lien social, les échanges et la solidarité entre voisins. La participation aux décisions communes encourage une véritable coopération de voisinage. Les espaces communs permettent de mutualiser les services et favorisent la convivialité. » (Extrait des pages du site www.habicoop.fr/spip.php?rubrique1)

Ainsi défini, le projet de société coopérative d'habitant permet d'articuler des objectifs de mixité sociale, de vie démocratique et de formation citoyenne.

Ouishare : économie collaborative

Ouishare est une association fondée en 2012 qui a pour objectif de réunir une communauté internationale

ouverte impliquée dans la promotion de « l'économie collaborative ». Elle regroupe « des passionnés, des entrepreneurs, des designers, des *makers*, des chercheurs, des décideurs publics, des citoyens ». En tant qu'association, « Ouishare se donne pour mission d'explorer, de mettre en lien et de promouvoir les idées et projets à impact sociétal, basés sur les modèles du partage, de la collaboration et de l'ouverture. »

En cela, Ouishare est au croisement des problématiques du *crowdfunding*, du *couchsurfing*, du covoiturage, etc. L'idée des animateurs de la communauté est que « les dix dernières années se focalisaient sur les moyens nouveaux de créer, se connecter et partager sur le web », alors que les « dix prochaines années seront consacrées à la manière d'appliquer ces principes dans le monde réel ». Pour cela, il se donne pour mission de répertorier, de faire connaître et de favoriser le développement « d'alternatives *peer-to-peer*, collaboratives et *open source* » basées sur des expériences de partage et de travail en communauté. Ils considèrent qu'elle a les avantages suivants :

- « • La consommation collaborative décuple le pouvoir d'internet et des réseaux *peer-to-peer* pour réinventer notre manière de partager, louer ou échanger services et biens.
- Le mouvement des *makers* et la production contributive dessinent les contours d'une nouvelle révolution industrielle, portée par les outils et les lieux de fabrication numérique (imprimantes 3D, Fablabs...) et le partage de plans, méthodologies et designs en *open source*.
- La finance collaborative permet la distribution des capitaux par le financement participatif (*crowdfunding*) ou le prêt d'argent de pair à pair, mais aussi des alternatives aux systèmes de transaction actuels en s'appuyant sur les monnaies complémentaires ou l'économie du don.
- La culture libre (*open knowledge*) est le socle numérique d'une société collaborative, permettant la démocratisation de la science, de la culture, de la politique, de l'éducation ou encore de l'économie. »
(Extrait du site internet <http://ouishare.net/fr>)

Pour ces raisons, Ouishare se donne comme mission de faire rencontrer les acteurs qui œuvrent à l'émergence de projet collaboratif, afin de sortir d'une logique purement compétitive :

« Les projets qui collaborent réellement sont encore minoritaires. Peu se connaissent et beaucoup restent encore enfermés dans une approche compétitive. Nous sommes persuadés qu'en apprenant des uns des autres, ils peuvent se développer tout en accélérant le changement de paradigme et le partage responsable des biens communs.

L'économie collaborative a besoin de davantage de visibilité et d'éducation pour faciliter l'adoption de nouvelles pratiques par les usagers, encourager les pouvoirs politiques à soutenir des modèles soutenables et durables et réinventer les business models des entreprises. » (Extrait du site internet <http://ouishare.net/fr>)

Aussi, l'association s'appuie sur une série de principes ayant pour but d'accompagner les activités (création d'événements, partage de connaissance, production collaborative d'outils) :

« **Ouverture.** Nous croyons qu'une culture de l'ouverture procure de multiples bénéfices. Ouishare est une organisation sans hiérarchie. Chacun peut rejoindre et contribuer s'il le souhaite. La prise de décision est basée sur une gouvernance ouverte, partagée, et sur le mérite [...]. Nos productions sont open-source, ce qui rend plus facile leur appropriation, leur réutilisation et leur diffusion.

Transparence. En tant qu'organisation ouverte, notre priorité est que chacun puisse comprendre ce que nous faisons, comment et pourquoi nous le faisons et avec quels moyens. Notre but est de faciliter l'accès à

l'information en la rendant la plus lisible possible.

Indépendance. Si nous apprécions travailler avec des organisations sur des projets spécifiques, nous refusons les partenariats exclusifs qui pourraient compromettre notre indépendance. Cela perturbe certains de nos partenaires à court terme, mais tous ont compris l'intérêt de cette posture à long terme.

Impact. Nous définissons notre mission comme étant "d'accélérer l'émergence d'une économie plus collaborative". Nous cherchons à assurer cette mission avec le plus d'impact possible.

Beta permanente. Ouishare est une expérimentation permanente avec une approche de start-up. Notre curiosité et notre ouverture d'esprit nous poussent à expérimenter continuellement, à nous remettre en question quotidiennement. Autrement dit : "Démarrons rapidement, échouons souvent, apprenons par la pratique et itérons".

Inclusion. L'innovation se produit dans des environnements divers. Les membres de Ouishare habitent aux quatre coins du globe et recouvrent des profils très différents : entrepreneurs, designers, "makers" (ceux qui fabriquent), "hackers" (les pirates bienveillants), innovateurs sociaux, écologistes, chercheurs, journalistes, fonctionnaires, militants, etc.

Jeu. Travailler ne doit pas être ennuyeux. Nous voulons que les styles de vie collaboratifs se viralisent, et croyons que cela ne peut être permis que si travailler est aussi amusant, stimulant et créatif que jouer. » (Extrait du site internet <http://ouishare.net/fr>)

Initiatives complémentaires pour mémoire

- **Système d'échange locaux / Monnaie / Banque du temps :** Il existe un nombre considérable d'initiatives dans ce domaine. Pour n'en citer que quelques-uns : Route des SEL (réseau) ; SOL Violette Toulouse ; Bitcoin ; Eco Iris (Bruxelles) ; Maison des initiatives étudiantes du troc et de l'échange (Villeurbanne) ; Colunching...

- **Altramenta** est un service de publication d'œuvres écrites, en ligne, en ebook, en livre audio et en livre papier et une communauté littéraire en ligne (lancé en 2011). L'initiative se présente comme une alternative au réseau traditionnel de production et de diffusion des livres : « Ces œuvres en lecture libre, toutes sous licence libre ou ouverte, pour en faciliter le partage et la diffusion, peuvent également être téléchargées gratuitement, si l'auteur l'autorise, en ebook (PDF et EPUB), sans DRM. Atramenta permet également de publier un livre, avec ou sans distribution en librairie. Dans ce cas, il propose les services de professionnels pour relire, corriger, mettre en page, réaliser une couverture attractive et fixer un prix de vente réaliste. Publier un livre via Atramenta permet de rester indépendant (résiliation possible à tout moment sans frais, pas de cessation de vos droits), de toucher une part de gains plus importante (20 % ou plus, contre 10 % chez un éditeur traditionnel) et de toucher des gains plus facilement (versement tous les trois mois, par virement bancaire ou via PayPal) ». Altramenta est aussi supporté par ses abonnés. www.atramenta.net/

- **Coopérative d'activité (Oxalys, Coopanam)**

www.oxalis-scop.fr/

- **Cafés coopératifs**: Certains cafés (café lecture de Clermont-Ferrand ou café citoyen à Lille) ont des objectifs de diffusion des savoirs et de partage. Cela consiste bien souvent à articuler à un lieu différents réseaux qui constituent des critiques en acte des institutions dominantes de la société.

- **Coopératives de spectateurs** www.mymajorcompany.com/

- **Contre-expertise économique (audit de la dette)** : des collectifs, plus ou moins formalisés, se développent avec l'objectif de produire des audits de la dette publique des États. À titre d'exemple, le Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (CADTM) est un réseau international constitué de membres et de comités locaux basés en Europe, en Afrique, en Amérique latine et en Asie. Il agit en coordination avec d'autres organisations et mouvements luttant dans la même perspective (Jubilé Sud et d'autres campagnes agissant pour l'annulation de la dette et l'abandon des politiques d'ajustement structurel). Son travail principal : l'élaboration d'alternatives radicales visant la satisfaction universelle des besoins, des libertés et des droits humains fondamentaux. Depuis sa création, le CADTM est une association pluraliste constituée de personnes morales et de personnes physiques, qui ancre son action au carrefour des luttes des mouvements sociaux populaires, des mouvements d'éducation permanente, des syndicats, des comités de solidarité internationale et des ONG de développement.

RAPPORT AU VIVANT, BIODIVERSITE ET SOCIETE

Fondation Sciences citoyennes

La fondation Sciences citoyennes est une association créée en 2002. Elle a pour objectif de favoriser et prolonger le mouvement actuel de réappropriation citoyenne et démocratique de la science, afin de la mettre au service du bien commun. Elle base son objectif sur le constat suivant :

« Nous vivons un changement de nature des risques, des disparités et des dangers créés par les modes dominants de production et de consommation. La mondialisation libérale accentue ces menaces et entend soumettre la recherche et le développement technique aux exigences de la solvabilité. Ces dernières années, l'accumulation de crises (Tchernobyl, amiante, sang contaminé, vache folle, OGM...) a montré la nécessité de prendre en compte d'autres intérêts et risques que ceux définis par les acteurs techno-industriels. Elles ont suscité une remise en cause de l'expertise et de la science, un renouveau des mobilisations sociales et de nombreuses initiatives d'implication de "profanes" dans la recherche, l'expertise ou la vigilance, qui ont conduit à un certain désenclavement de la science et de ses institutions.

Face à la marchandisation des savoirs et du vivant, ces mobilisations et initiatives amorcent un sursaut démocratique et un nouveau pacte social pour une science citoyenne, responsable et solidaire. Loin de se réduire à "une montée des croyances irrationnelles" ou à un manque d'information ou de "culture scientifique", elles affirment qu'une science pour tous doit se construire avec tous, dans le dialogue avec des savoirs autrefois dévalorisés.

Moteur d'émancipation pendant plusieurs siècles, la science, devenue technoscience, est aujourd'hui un formidable pouvoir. Pour servir le bien-être de l'ensemble des êtres humains de notre planète, ce pouvoir requiert d'autres pilotes que la seule volonté de savoir, le désir de puissance ou les logiques de profit. Après l'ère de la "maîtrise de la nature", doit donc venir celle de la « maîtrise de la science », de la citoyenneté scientifique. » (Extrait de la charte de l'association sur le site sciencescitoyennes.org)

Pour ce faire, l'association mobilise des chercheurs, des citoyens et des associations afin de diffuser un savoir permettant l'augmentation d'une capacité de réflexion citoyenne sur les sciences. Elle mène pour cela des activités qui visent plusieurs objectifs :

« • L'accroissement des capacités de recherche et d'expertise de la société civile, des forces associatives, consoméristes, syndicales et citoyennes. Nous appuierons la constitution d'un tiers secteur scientifique, répondant mieux à des besoins sociaux et écologiques croissants et négligés par les orientations scientifiques dominantes, qu'elles soient le fait de l'État ou de l'industrie privée.

• La stimulation de la liberté d'expression et de débat dans le monde scientifique, l'appui aux lanceurs d'alerte et le développement de controverses publiques et de « forums hybrides » sur les enjeux à forte technicité scientifique. Loin des peurs frileuses des interventions du public et des logiques technocratiques, le pluralisme et la controverse sont la source non seulement d'une meilleure exploration des mondes possible et, partant, de meilleures décisions, mais aussi d'une appropriation active des connaissances scientifiques par le public.

• De promouvoir l'élaboration démocratique des choix scientifiques et techniques. Nous favoriserons la mise en débat public des politiques publiques en matière de recherche, de technologie et d'organisation de l'expertise. Nous mènerons également l'analyse vigilante des nouveaux dispositifs délibératifs qui se multiplient afin de soutenir ceux qui favorisent une véritable démocratie technique. » (Extrait de la charte de l'association sur le site sciencescitoyennes.org)

Réseau Idée (Belgique)

Né à la fin des années 1980, le réseau Idée intervient dans le domaine l'éducation à l'environnement en Belgique. Il œuvre avec ses membres pour un projet sociétal, celui de l'Éducation relative à l'Environnement, entendue comme « la relation des personnes et des groupes sociaux à leur milieu de vie proche comme à l'environnement global ».

Comme le signal la documentation « le réseau Idée tisse progressivement des liens entre tous les acteurs de l'éducation à l'environnement: enseignants de tous les niveaux, animateurs, formateurs, parents, éco-conseillers ». Il se donne comme objectif faire circuler les informations entre l'ensemble de ces acteurs. Ce réseau entend favoriser les rencontres entre ces acteurs ainsi qu'une meilleure circulation de l'information. Il « valorise les projets et les outils pédagogiques, les formations et les centres d'éducation à l'environnement. »

Le Réseau Idée développe les activités suivantes :

- Service d'information : pour toutes questions relatives à des adresses utiles, références d'ouvrages, conseils...
- Centre de documentation : spécialisé dans les approches pédagogiques de l'environnement
- Banques de données : répertoires, catalogues-guides d'adresses utiles, d'activités, d'outils pédagogiques ...
- Magazine trimestriel *Symbioses* : mine d'informations, de pistes de réflexion, d'expériences vécues, agenda d'activités.
- Newsletter Infor'ErE : pour recevoir par e-mail les actus, agenda, offres d'emploi de l'éducation relatives à l'environnement ...
- Rencontres et réflexion : des réunions d'échange et de débats, des forums d'outils pédagogiques...
- Sites Web: Monde qui bouge : webzine de l'éducation vers un développement durable. Envirodoc: la doc franco-belge de l'éducation à l'environnement. Fréquemment actualisé. Cartable Vert : le site de la campagne pour des fournitures scolaires respectueuses de l'environnement. À toi de jouer : le site de la campagne pour une « consommation » responsable des jeux et jouets.

www.reseau-idee.com/

Réseau français des étudiants pour le développement durable

Regroupant plus d'une centaine d'association, le Réseau français des étudiants pour le développement durable (REFEDD) est un réseau de promotion du développement durable « pour et par les étudiants », créé en 2007. Il se fixe comme objectif « le rassemblement et la promotion des associations et des réseaux étudiants français ayant pour activité ou intérêt le développement durable, la sensibilisation au développement durable, l'organisation de projets associés et la diffusion d'outils d'action pour les étudiants. »

Ces activités répondent à quatre missions principales, sur l'ensemble du territoire français et sur la plupart des campus :

- « Animer un espace d'échanges et de rencontres entre les associations du réseau : à travers son site Internet, une newsletter, des rencontres locales et une fois par an les Rencontres nationales des étudiants pour le développement durable.
- Accompagner les étudiants dans leurs projets en leur proposant outils et formations gratuites (formation au projet Alimentation responsable, formation au projet Carbone campus, formation au plan de Déplacements Campus, formation au plan Vert).
- Être porteur de projets en faveur des étudiants et du développement durable sur les campus (Alimentation

responsable, Événementiel responsable, Journée de sensibilisation au développement durable dans l'enseignement supérieur).

- « Être une interface de dialogue entre les associations et les acteurs académiques et institutionnels concernant l'intégration du développement durable dans les cursus et sur les campus (organisation en 2011 de la Consultation nationale étudiante « Nos attentes, notre avenir » avec plus de 10 000 répondants, et présentation du rapport d'analyse et de propositions « 10 000 jeunes pour imaginer un enseignement supérieur plus responsable »).

(Extrait du site www.refedd.org/qui-sommes-nous/presentation.html)

Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP)

La dynamique de développement des associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP) est désormais bien connue en France (en Belgique également avec les GASAP). Il accompagne un processus plus global d'accroissement des alternatives à la consommation de masse, basées sur la qualité, la proximité et la réduction des intermédiaires. Le réseau des AMAP donne une définition complète de l'ensemble de la démarche :

« Une AMAP naît en général de la rencontre d'un groupe de consommateurs et d'un producteur prêt à entrer dans la démarche. Ils établissent entre eux un contrat pour une (on distingue en général 2 saisons de production : printemps / été et automne / hiver), selon les modalités suivantes

Ensemble, ils définissent la diversité et la quantité de denrées à produire pour la saison. Ces denrées peuvent être aussi bien des fruits, des légumes, des œufs, du fromage, de la viande... La diversité est très importante, car elle permet aux partenaires de l'AMAP de consommer une grande variété d'aliments, d'étendre la durée de la saison, et de limiter les risques dus aux aléas climatiques et aux éventuels problèmes sanitaires.

Pendant la saison, et ce de manière périodique (ex. une fois par semaine), le producteur met les produits frais (ex. les fruits et légumes sont récoltés le matin même de la distribution) à disposition des partenaires, ce qui constitue leur panier. Le contenu de ce dernier dépend des produits arrivés à maturité. Il est possible, dans une certaine mesure, d'échanger les produits entre eux selon ses préférences. Contrairement à la grande distribution, les consommateurs en AMAP accordent moins d'importance à la standardisation des aliments ; tout ce qui est produit est consommé (alors que dans l'autre cas, ce peut être jusqu'à 60 % de la récolte qui reste au champ). Ce principe est d'une part très valorisant pour le producteur, et d'autre part il permet de diminuer le prix des denrées en reportant les coûts sur la totalité de la production.

Le groupe de consommateurs et l'agriculteur se mettent également d'accord sur les méthodes agronomiques à employer. Ces dernières s'inspirent de la charte de l'agriculture paysanne et du cahier des charges de l'agriculture biologique (les producteurs possèdent souvent le logo AB). En effet, les participants à l'AMAP recherchent des aliments sains, produits dans le respect de l'Homme, de la biodiversité et du rythme de la Nature. Les AMAP participent ainsi à la lutte contre les pollutions et les risques de l'agriculture industrielle et favorisent une gestion responsable et partagée des biens communs.

Derniers points de discussion préparatoire au lancement de l'AMAP : le prix du panier, le lieu et l'heure de la distribution périodique.

Le prix du panier est fixé de manière équitable : il permet au producteur de couvrir ses frais de production et de dégager un revenu décent, tout en étant abordable par le consommateur. Il est en général proche de celui d'un panier composé de la même manière en grande surface, tout en ayant une qualité nutritionnelle et gustative supérieure (dégagé du souci de rendement et de vente, le producteur recherche la satisfaction des

consommateurs en privilégiant les variétés végétales -ou races animales- de terroir ou anciennes reconnues pour leur qualité gustative). Un tel prix est rendu possible du fait de l'absence de gâchis au niveau des produits, de l'absence d'intermédiaires entre le producteur et les consommateurs, et d'un emballage minimum voir absent. Afin de permettre la participation de tous à l'AMAP, et notamment des consommateurs à faible revenu, différentes possibilités de règlement existent, par exemple la mensualisation des encaissements des chèques ou la réduction du prix du panier en échange d'une aide à la distribution. En achetant leur part de production à l'avance, les consommateurs garantissent un revenu au paysan. L'AMAP participe ainsi au maintien d'une agriculture de proximité et à la gestion de la pression foncière.

Quant au lieu de distribution, il peut s'agir soit de la ferme elle-même si les partenaires de l'AMAP vivent dans un périmètre proche de celle-ci, soit d'un point de chute situé en ville (maisons de quartier, magasin d'alimentation spécialisée, cour d'immeuble,...).

L'horaire, enfin, est fixé de manière à convenir au plus grand nombre. Afin de permettre au producteur de se concentrer au mieux sur la qualité de son travail, un comité de bénévoles est formé parmi les consommateurs partenaires de l'AMAP. Il comprend en général un coordinateur, un trésorier, un responsable de la communication interne, un responsable animation et un coordinateur bénévole.

Les membres du comité sont renouvelables à chaque saison de production.

De par ce partenariat de proximité entre producteur et consommateurs, les AMAP favorisent le dialogue social entre ville et campagne, facilitent la coexistence entre les loisirs de plein air et les activités productives, et l'usage multiple des espaces agricoles.

En adhérant à une AMAP, le consommateur prend les responsabilités suivantes :

- S'engager en payant sa part de la récolte à l'avance, en comprenant que cela inclut le partage des risques et des bénéfices avec la ferme, pour la saison à venir.
- Venir chercher son panier au jour et à l'heure dits. Prévenir s'il ne peut prendre son panier (retard, vacances, etc.) et convenir d'un arrangement selon les possibilités qui ont été définies au début de la saison.
- Communiquer en toute franchise et liberté ses bonnes remarques, ses questions ou ses insatisfactions directement auprès de son producteur et du coordinateur, pour qu'ils puissent examiner ensemble si des explications ou des améliorations sont possibles.
- Partager ses idées et ses initiatives avec la ferme et les autres partenaires afin d'améliorer le fonctionnement du projet.

En devenant partenaire d'une AMAP, le producteur prend les responsabilités suivantes :

- Produire une diversité de légumes et d'autres éléments, si possible, pour composer des paniers variés.
- Livrer les produits au jour et à l'heure dits.
- Aviser ses partenaires en cas de problèmes exceptionnels qui affecteraient la livraison ou toute activité : problème climatique grave, maladie, etc.
- Être ouvert pour expliquer le travail de la ferme à ses partenaires. Prendre en compte les remarques et les besoins de ses partenaires. Dans le cas où il ne peut satisfaire à une demande, en expliquer les raisons.
- Effectuer une évaluation à la fin de la saison. » (Extrait du site www.reseau-amap.org)

Comme pour d'autres domaines, ce qui nous semblait intéressant de soulever en ce qui concerne les AMAP concerne la dynamique citoyenne, participative et éducative. Même si ça n'est pas le cas de toutes les AMAP, nombre d'entre elles proposent également des activités de formation à la connaissance à l'agriculture. Il peut s'agir de fermes pédagogiques à destination des enfants, de visites collectives et commentées des exploitations ou des coopératives de production, d'intervention milieu scolaire, de projections de films, etc.

- **Fondation Nicolas Hulot**

- **Association Plantes et planète**

- **Partage de gestes et idées écologiques:** Il existe de nombreux réseaux et espaces numériques mettant à disposition informations et outils : <http://colibris-lemouvement.org/>; www.lesecohabitants.fr/ ; www.untrucparjour.blogspot.com ; www.ripegreenideas.com/ ; www.ecofrugalproject.org/

- **Le jardin d'Amaranthes :** Ce jardin est géré par l'association Brin'd'guill. Il s'agit d'un espace vert en plein centre-ville de Lyon, géré collectivement par les habitants du quartier, et intégré dans le réseau régional du Passe-jardins.

- **Espace vert de paris**

ART ET CULTURE

Art Factories/Autre(s)pARTs

Art Factories/Autre(s)pARTs est une initiative née du rapprochement, en 2007, de l'association Autre(s)pARTs et de l'association ARTfactories. Elle regroupe une diversité d'artistes et d'acteurs du milieu culturel autour « d'un projet commun de transformation de l'action culturelle par l'expérimentation d'autres rapports entre populations, arts et territoires. »

Art Factories/Autre(s)pARTs se veut une plateforme de ressources en ligne réunissant des contenus artistiques tournés vers les populations. Il s'agit aussi bien de projets, de textes, d'expériences artistiques ou de lieux :

« Au travers de la production de ressources, notre association a pour but de favoriser la visibilité et la lisibilité de ces projets artistiques et culturels. Par des ateliers de réflexion, des études, ou des publications, ARTfactories/Autre(s)pARTs réunit des professionnels du secteur culturel, des chercheurs et des artistes afin de produire une réflexion sur ces démarches.

L'objet est de développer un espace et des outils-ressources d'entraide et de coopération pour les lieux ou projets d'art et de culture investis dans des démarches artistiques citoyennes. Convaincue du rôle moteur de l'Art dans la société, ARTfactories/Autre(s)pARTs défend les projets de création partagée avec les habitants. La question de la transformation sociale est au centre de nos problématiques. » (Extrait du site www.artfactories.net)

L'association cherche ainsi à intervenir à différents niveaux (du local à l'international) pour promouvoir une culture produite pour et avec les populations. Les objectifs affichés sont :

- « développer une plateforme internationale de ressource (ARTfactories.net) ; »
- « développer des actions d'accompagnement et de transmission ; »
- « organiser des rencontres ; »
- « représenter ces espaces-projets auprès des pouvoirs publics, et des différents acteurs de la vie sociale. »

En termes de ressources, la plateforme Art Factories/Autre(s)pARTs regroupe de la documentation sur les projets, mais également des vidéos, des micro-documentaires et « des boîtes à outils ». La base de données est riche (www.artfactories.net/-Ressources-.html) et fait le lien entre territoires, acteurs et initiatives.

Coalition pour l'art et le développement durable

La Coalition pour l'art et le développement durable (COAL) est une association née en 2008, et qui se donne pour objectif de « favoriser l'émergence d'une culture de l'écologie ». Animée principalement par des professionnels de l'art contemporain, du développement durable et de la recherche, elle cherche à soutenir les initiatives artistiques favorisant le développement d'une conscience des enjeux environnementaux.

« Dans un esprit pluridisciplinaire et innovant, COAL mobilise les artistes et les acteurs culturels sur les enjeux sociétaux et environnementaux en collaboration avec des institutions, des ONG, des scientifiques et

des entreprises et soutient le rôle incontournable de la création et de la culture dans les prises de conscience et les mises en œuvre de solutions concrètes.

COAL, conçoit et organise des expositions d'art contemporain et des événements culturels sur les enjeux du développement durable, remet chaque année le Prix Coal Art et Environnement, participe à la connaissance et à la diffusion de la thématique via des prises de paroles, des publications, un fil de veille sur l'actualité internationale de l'art en lien avec le développement durable. Ces rapprochements entre culture, art, écologie et développement durable font aujourd'hui l'objet d'une véritable dynamique internationale à laquelle COAL participe en tant que principal acteur français. » (Extrait du site www.projetcoal.org)

Dans ce cadre, l'association œuvre à la vie d'un site internet nommé Ressource0 (www.ressource0.com) qui fonctionne « comme un média, un centre de ressources et une plateforme collaborative réunissant les univers des arts et des écologies ». On y trouve des dossiers thématiques, des entretiens et témoignages, des vidéos et des projets. Ce centre de ressources permet aussi une mise en lien des acteurs sur les aspects artistiques et financiers (*crowdfunding* notamment). De ce point de vue, l'association participe de la réflexion d'ensemble sur les logiques de partage comme réponses aux transformations contemporaines.

« La culture de l'écologie et du développement durable aujourd'hui se développe rapidement, mais reste fragile, parcellaire et pragmatique. Cela peut s'expliquer notamment par l'absence d'implication des acteurs culturels et des intellectuels. Parallèlement la controverse et l'indifférence, alimentées par un mouvement de contre-culture « anti-écologiste », s'accroissent. Le chemin qui reste à parcourir pour une intégration culturelle heureuse du développement durable est long, car fondé sur une adhésion volontaire à un nouveau projet de société. Il repose sur le principe du « citoyen actif » et celui d'une « société civile » jouant pleinement son rôle de partie prenante. L'adhésion et la participation des individus passent par un partage de sens et de vision de l'avenir. La culture, porteuse d'un regard et d'un imaginaire sur la société, joue alors un rôle de levier dans l'organisation de ce partage.

L'artiste, expression sensible et visionnaire de la société civile, et rare agent social impartial sans implication pour des intérêts particuliers autre que les siens propres, est légitime pour exprimer ce projet de société. Son implication accompagne une prise de conscience collective et l'évolution vers une société plus juste et plus durable. Source d'imagination, de créativité, de participation et d'innovation, la culture a l'énergie d'une disruption positive capable de susciter des changements dans nos comportements et nos représentations.

Les rapprochements entre culture, art, écologie et développement durable font aujourd'hui l'objet d'une véritable dynamique partout dans le monde comme en attestait par exemple la forte présence artistique au COP 15. Depuis 2005, un tournant inédit a été pris. Dans de nombreux pays, institutions, centres d'art, artistes, collectivités, se sont mobilisés sur la thématique de l'écologie et du développement durable, autour de centres de ressources, de groupe de recherches et d'actions, d'expositions, de festivals, de colloques, de résidences, etc. COAL est aujourd'hui la première initiative française d'envergure à agir pour valoriser le rôle de la culture comme levier de changement. » (Extrait du site www.projetcoal.org)

Lab for culture / réseau européen

Ce réseau définit sa mission comme consistant à « s'assurer que toutes les personnes impliquées dans la collaboration culturelle ont accès aux toutes dernières informations, ainsi qu'à encourager le secteur culturel à devenir plus expérimental en utilisant les technologies interactives. »

Pour cela, il propose :

- « des informations, recherches et analyses en lien avec la coopération et la collaboration culturelles, y compris des possibilités de financement, des perspectives critiques, des études, des newsletters et des contacts (organisations et réseaux) ; »
- « des outils en ligne pour les réseaux afin de permettre et de renforcer la collaboration au sein du secteur culturel ; »
- « la promotion des acteurs engagés dans la coopération culturelle et de leurs activités partout en Europe et ailleurs ; »
- « des espaces de connexions, d'échange et de partage de connaissances entre les organisations et les individus ; »
- « des plateformes de discussions et de débats sur les questions actuelles touchant le secteur culturel. »

www.labforculture.org/

Travail et culture

Travail et culture (TEC) est une association qui existe depuis la fin des années 1970 dans la Région Nord-Pas-de-Calais (siège à Roubaix). Au départ section locale d'une fédération nationale travaillant avec les comités d'entreprise pour favoriser l'accès aux œuvres artistiques des salariés, elle se constitue en 1988 (suite à la disparition de la fédération nationale) en association et devient TEC/CRIAC (Centre de recherche, d'innovation artistique et culturelle du monde du travail). Ces origines ont longtemps cantonné l'association dans un rôle de prestataire de service culturel pour les comités d'entreprises, mettant en lien les troupes de théâtre ou les cinémas avec des collectifs de salariés. Jusqu'au milieu des années 1990, ce travail consistait principalement en une diffusion, dans le monde du travail, d'œuvre produite en dehors. Désormais, l'association revendique l'éducation populaire en fondant son action « sur la conviction que toute personne est détentrice et productrice d'une culture et que le travail est une culture. »

Elle se donne comme objectif d'accompagner le monde du travail dans les grands bouleversements qui caractérise l'époque contemporaine. Celles-ci concernent tout à la fois les modalités d'accès à la culture et les mutations du salariat. Pour ces raisons, TEC « s'emploie à produire des œuvres artistiques, conjointement mûries entre salariés (ou privés d'emploi) et artistes, avec le concours des acteurs collectifs du monde du travail : syndicats, comités d'entreprise, comités de chômeurs, associations, enseignants, mutuelles. » Ce faisant, l'association s'appuie sur une définition du travail qui va au-delà de l'entreprise et de sa sphère d'influence: « Il s'étend aux territoires sociaux, familiaux, urbains, économiques et politiques connexes. » Les territoires d'action de TEC concernent de ce fait l'ensemble les lieux où s'exprime une articulation entre travail et culture.

Pour mener à bien ces objectifs, l'association favorise :

- « la création et la diffusion d'œuvres sur et avec le monde du travail dans le cadre de projet de développement culturel et de résidences de création artistique ; »

- « la formation de militants, d'animateurs culturels et d'élus de comités d'entreprise ; »
- « les conseils techniques et artistiques auprès des organisations du monde du travail, de collectivités locales, de partenaires associatifs et éducatifs ; »
- « les contributions au développement d'un réseau d'échanges de cultures autour du monde du travail aux plans local, national et européen ; »
- « la conception et la gestion d'ateliers de pratiques artistiques en milieu scolaire ; »
- « la mise à disposition de documentation sur les projets culturels et artistiques liés au monde du travail. »

L'association développe ainsi une série de projets de valorisation de « la mémoire vivante du travail ». C'est en particulier le cas du projet sur la culture industrielle autour de l'Escaut (région franco-belge).

« Ce projet se propose d'interroger les représentations que les populations de ce grand territoire ont de l'avenir du travail. De l'habitant à l' élu, du salarié au retraité en passant par le chef d'entreprise et le syndicaliste, ce projet tente, par le travail artistique et culturel, de rendre compréhensibles ces visions dans ce qui les rassemble, mais aussi dans ce qui les distingue, voire les oppose.

Ce projet se développe autour de plusieurs axes, dont :

- un axe d'information et de sensibilisation des populations aux problématiques abordées par le biais de manifestations culturelles ;
- un axe dédié aux rencontres avec les populations, salariés et habitants du territoire, par la mise en place de résidences de créations artistiques d'une équipe franco-belge pluridisciplinaire qui sillonne le territoire de travail de l'Escaut et de ses rives à la rencontre de la diversité de ses protagonistes ;
- un axe de créations artistiques ancrées dans le territoire et issues des rencontres avec « le peuple de l'Escaut ». Le travail de création est tourné vers la production de représentations du monde du travail autour de cette voie d'eau. Ces créations sont également des facteurs de compréhension des enjeux liés aux évolutions socioéconomiques du territoire. Comment donner à lire, à voir et à entendre ce monde social en transformation ?

Les artistes ont rencontré les populations de l'Escaut sur le fleuve (mariniers, éclusiers), dans des entreprises (salariés, syndicalistes, chefs d'entreprises, etc.) ou dans des communes (les habitants, les élus). Les salariés ont été rencontrés dans différents contextes de travail et dans différents champs professionnels (mariniers, éclusiers, métallurgistes, logisticiens, carriers, etc.).

L'écrivain Jacques Jouet s'est attaché à interroger la manière dont les personnes rencontrées parlent de leur métier, du métier en général, « du travail bien fait » : Qu'est-ce que « bien faire son travail » ? Qu'est-ce que cela implique d'une personne à l'autre, d'un métier à l'autre ? Qu'est-ce que cela nous dit du travail comme activité humaine ? De sa place dans la société ? Cette démarche artistique particulière, d'un rapport direct entre l'écrivain et son « sujet », permet d'exprimer quelque chose du processus complexe à l'œuvre dans le travail.

Le compositeur Pierre Vasseur s'est intéressé aux environnements sonores de l'Escaut et des espaces de travail sur ses rives : Qu'est-ce que le son nous dit du travail, du monde du travail ? Il a collecté les bruits et sons des métiers, des péniches transportant les marchandises, des cordes manipulées par les mariniers lors des passages d'écluses, des ponts roulants et grues servant au chargement et déchargement des marchandises, des chaînes de montage d'entreprises automobile, du poinçonnage à la main des roues de train, etc. » (Extrait du site <http://travailetculture.org>)

- **Association Film Flamme** est un collectif d'auteurs de la région PACA. Il développe une « activité de création et de diffusion cinématographiques, sur la base d'un engagement social et artistique. Un cinéma ancré dans le réel et proche de son public. L'ensemble des artistes du collectif se reconnaissent dans cet engagement, en s'impliquant notamment dans de nombreux ateliers avec le public. »
<http://www.polygone-etoile.com/sacre/filmflamme.htm>
- **Les petites Scènes déménagent (Bretagne)** : Association de spectateurs-provocateurs de rencontres artistiques <http://www.lespetitesscenesdemenagent.fr/>
- **Théâtre de l'opprimé à Lille / Zippo le clown**: L'association T'OP! est fondée dans la région Nord-Pas de Calais en 2000. Elle est animée et présidée par Jean-François Martel, formé au Théâtre de l'Opprimé d'Augusto Boal situé à Paris. T'OP! propose de mettre en scène des situations d'oppressions vécues afin d'expérimenter ensemble, acteurs et « spect-acteurs », différentes solutions possibles. Deux comédiens avec un groupe (chômeurs, militants, élèves, centres sociaux...) créent un théâtre-forum. Dans une ambiance ludique, le groupe raconte et joue des scènes d'injustice, de lutte et faisant débat avec la salle. Deux fois par an, des stages de formation aux techniques du Théâtre de l'Opprimé sont organisés à Lille.

EDUCATION - PARTAGE DES SAVOIRS - FORMATION

Wikimédia

Créée en 2004, Wikimédia France est une association à but non lucratif de droit français (loi 1901) œuvrant au libre partage de la connaissance. Elle regroupe des utilisateurs et des participants des projets Wikimedia. Son but est de « soutenir en France la diffusion libre de la connaissance et notamment les projets hébergés par la Wikimedia Foundation comme l'encyclopédie Wikipédia, la médiathèque Wikimedia Commons, le dictionnaire Wiktionnaire, etc. »

L'architecture d'ensemble des projets Wikimédia (au niveau international) fait que Wikimédia France est « une association locale » reconnue par la Wikimedia Foundation dont le siège est aux États-Unis. Comme le précise son site, « il s'agit cependant d'une entité indépendante financièrement et juridiquement, et obéissant à des règles et à une direction distinctes. Les projets de Wikimédia sont hébergés par la fondation américaine Wikimedia Foundation, mais ces projets fonctionnent et évoluent en fonction de la communauté qui participe. C'est la communauté de contributeurs qui va décider comment vont évoluer les projets. »

L'activité de Wikimédia n'est donc pas centrée sur le contenu des projets (Wikipédia par exemple), mais sur « la promotion des projets, l'incitation à la participation et à la libération des contenus. » De ce point de vue, l'association est d'une taille modeste comparativement à l'ampleur des projets qu'elle accompagne et qu'elle promeut (près de 400 bénévoles / 5 salariés).

Un des axes importants de travail de Wikimédia France est celui de l'éducation et de la recherche (une salariée est en charge de cette question). Dans ce domaine, Wikimédia France « conseille et encourage les étudiants, les enseignants, les professeurs-documentalistes et les chercheurs dans l'exploitation des contenus des projets Wikimedia ». Elle les assiste également « dans l'enrichissement de ces contenus, notamment par l'édition de supports pédagogiques et l'animation de formations et d'ateliers ». On peut à cet égard évoquer quelques actions engagées par l'association dans le cadre de partenariat²³:

- « édition et diffusion d'un livret à destination des enseignants du secondaire ; »
- « animation de formations/ateliers auprès des enseignants et professeurs-documentalistes ; »
- « projet Infobox INTD : ateliers et formation des étudiants de l'Institut national des techniques de la documentation avec pour objectif d'enrichir les articles de Wikipédia consacrés aux créateurs (écrivains, peintres, sculpteurs, etc.) en infobox ; »
- « soutien à la mise en place et au suivi de projets pédagogiques. »

L'importance prise par ces expériences et partenariats rapproche progressivement des problématiques et des réseaux de l'éducation populaire. De par la centralité qu'occupent désormais certains projets de

23. Éléments que l'on peut retrouver en ligne sur le site :

https://fr.wikipedia.org/wiki/Wikip%C3%A9dia:Wikim%C3%A9dia_France/Partenariats

Wikimédia dans la dynamique de diffusion de la connaissance – Wikipédia notamment –, l’association commence à travailler des projets explicitement dans ce domaine. Un projet de portail thématique « éducation populaire » est en cours d’élaboration avec la Ligue de l’enseignement et l’INJEP. L’idée de ce projet est de pousser les réseaux d’éducation populaire à contribuer à ce portail. Pour cela, une série de formations est envisagée au niveau local pour inciter les acteurs à enrichir les pages de l’encyclopédie. Dans ce cas de figure, le fait pour Wikimédia de considérer qu’ils font de l’éducation populaire vient en partie des relations de travail et des partenariats. Wikimédia explique aujourd’hui prendre conscience d’avoir une activité tournée vers le milieu éducatif traditionnel alors que ces principes et sa pratique la connectent avec l’éducation populaire.

SCOP Vent debout

Créée en 2011, Vent debout est une coopérative (SCOP) d’éducateurs populaires inspirée du modèle de la SCOP Le Pavé fondée par Franck Lepage (<http://www.scoplepave.org/>). Elle est constituée de personnes aux profils variés (militants, chercheur, comédiens, animateurs, formateurs, etc.) souhaitant réorienter leurs pratiques professionnelles respectives dans un cadre collectif de production et diffusion de savoirs alternatifs. Elle s’intègre désormais dans un réseau de quatre structures du même type (Le Pavé / L’orage / L’engrenage), avec laquelle elle contribue aux conférences gesticulées²⁴.

« Nous déplorions l’absence d’espace, de temps et de légitimité pour se reparler politiquement, dans nos métiers, dans les espaces publics... Entre la recherche de marges de manœuvre, les injonctions de gestion ou la jungle des dispositifs, nous souffrions de la perte de sens dans nos métiers.

Nous souhaitons viser une réappropriation du politique par les citoyens et contribuer à relégitimer les savoirs et l’expertise des travailleurs, des précaires, des mal-logés. Nous étions conscients du besoin impérieux de travailler la démocratie au quotidien, avec l’ensemble des citoyens, loin d’une vision délégataire confiée à des « spécialistes » (élus, experts, gens de pouvoir...).

Des constats, désillusions et ambitions communes nous ont réunis. Avec le soutien de nos copains du Pavé, nous avons créé notre coopérative. » (Extrait du site www.vent-debout.org/)

Pour mener à bien ce travail de coopérative d’éducateurs populaires, la SCOP organise des formations ayant pour but « de prendre du recul sur son métier, ses engagements, s’outiller pour pratiquer la démocratie ou créer de l’action collective, réfléchir à la participation, aux dominations dans l’espace public, les métiers du social, de l’animation ». Ces formations durent de 3 à 12 jours, et peuvent prendre des formes variées recherche-action, accompagnement d’équipes, (re)définition d’un projet associatif, animations de « recherche-action, de débats, de rencontres, de séminaires, actions culturelles d’interpellation, études participatives, conseil aux collectivités locales dans les secteurs de l’enfance, de la jeunesse ou de la culture... » Le thème de ces formations peut-être variable :

- « domination/oppression : le théâtre de l’opprimé comme moyen d’action ; »
- « enquêtes sensibles : un outil de mobilisation et de production de savoirs ; »

24. <http://www.scoplepave.org/Agenda-Conferences-Gesticulees>

- « repenser la solidarité internationale ; »
- « éducation populaire et transformation sociale. »

Avec cette structure, on retrouve une revendication explicite de l'éducation populaire, mais par sa marge. La revendication d'extériorité par rapport aux institutions dans lesquelles la SCOP intervient (aussi dans le secteur de l'éducation populaire) contribue à cela. La SCOP cherche aussi à maintenir un fonctionnement collectif sous la forme d'assemblée générale permanente et qualifie « l'outil de travail comme expérimental et coopératif ».

Formations syndicales

Des études récentes ont montré que les deux principales confédérations syndicales françaises (CGT, CFDT) ont développé au cours des dernières années des formations tournées vers les pédagogies actives, et intégrant des objectifs de mise à disposition d'outil permettant la diffusion des savoirs militants. Cela se matérialise autant par la construction de plateformes de diffusion de matériel, que par la formation par les pairs ou par la transformation des modalités d'organisation de la formation à l'intérieur des confédérations.

De ce fait, les formations laissent une plus grande part à l'expérience de chacun des participants. On cherche moins à partir d'un corpus idéologique figé. Ce phénomène s'explique par une forme de recul des grands schémas de pensée globalisants, mais également par le renouvellement des pratiques des salariés-syndicalistes. Le développement des logiques de partage, d'autoformation via Internet, d'accroissement de la mobilité géographique et professionnelle incite à l'ouverture de la formation syndicale à des pratiques résolument tournées vers l'éducation populaire (en référence également à l'histoire de la formation ouvrière).

Un exemple de cela pourrait être pris avec une section syndicale d'une mairie d'arrondissement d'une grande ville qui a développé des temps de formation syndicale sur des thèmes d'actualité (économique, politique sociale, relation internationale, etc.) pour les agents, en lien avec l'université populaire (UP Lyon).

Anciela

Anciela est une association de soutien à la citoyenneté active et à la société civile engagée face aux défis écologiques actuels et à venir. Elle développe différents programmes d'actions²⁵ permettant aux citoyens de s'informer et de réfléchir ensemble aux solutions collectives et citoyennes à mettre en œuvre face aux défis écologiques :

- Le programme « citoyenneté et environnement » est un programme d'actions permettant aux citoyens d'imaginer ensemble des solutions, sous la forme de mesures publiques ou de projets collectifs, face aux défis écologiques dans le but de favoriser la participation des citoyens à la construction d'une société plus écologique et plus solidaire.
- Démocratie durable est un site qui permet à chacun de proposer ses idées de mesures publiques ou de projets collectifs et citoyens à mener face aux défis écologiques actuels et à venir, d'améliorer ses idées en débattant avec les autres citoyens, mais aussi de contribuer aux idées des autres.
- Des activités participatives sont organisées, ouvertes à tous les citoyens en faveur d'une citoyenneté active face aux défis écologiques. Dans ces événements, chacun à la parole pour imaginer des solutions collectives et citoyennes face à un ou plusieurs défis écologiques.
- Dans les collèges et les lycées du Rhône et de Rhône-Alpes, l'association intervient et propose des activités participatives ponctuelles (intervention en classe) ou régulières (club le midi, projet de classe) pour permettre aux collégiens et aux lycéens d'imaginer des solutions face aux défis écologiques qu'ils rencontrent dans leurs vies et leurs établissements.
- L'association s'est également engagée dans un programme de recherche prospective « Citoyenneté active face aux défis écologiques ».

25. www.anciela.info

OBSERVATIONS

Ce que nous montre ce premier repérage est la réelle diversité des initiatives qui se posent en creux des questions intéressant l'éducation populaire. Pour essayer d'en dégager des éléments qui nourrissent les Rencontres de l'INJEP du 11 décembre 2013, on peut tenter de réfléchir aux caractéristiques de ces pratiques. On s'appuiera pour cela sur ce qui a été observé dans les deux domaines que sont les nouvelles technologies de l'information et de la communication et l'*empowerment*. L'intérêt de rentrer par ces deux domaines repose sur le fait qu'ils sont dynamiques et qu'ils combinent différentes pratiques et enjeux théoriques.

S'EMANCIPER PAR L'ACTION CONCERTEE

En examinant l'ensemble des expériences, on constate la centralité de l'émancipation comme objectif et comme méthode. En tant que processus qui articule l'individuel et le collectif, l'émancipation renvoie aux enjeux de reconnaissance de l'initiative individuelle dans un cadre collectif. Mais elle se réfère également à la capacité d'un collectif à faire sens pour ses membres, le temps de l'engagement. Si ce sens est toujours inscrit dans les conditions sociales, il évolue en laissant davantage de place à la réalisation individuelle. Cherchant à échapper aux oppositions binaires, nombre d'acteurs des technologies de l'information ou de l'*empowerment*, tentent de combiner la création, la compétition, la coopération et la collaboration. Dans une « société des individus²⁶ », l'affirmation d'une originalité constitue la condition d'un enthousiasme et le moteur d'une reconnaissance mutuelle donnant de l'épaisseur et du dynamisme aux projets et aux collectifs. Aussi, la valorisation de « l'agir » individuel vient prendre sens dans des collectifs d'individus connectés. Cela transforme la nature des relations, sans pour autant remettre en cause la nécessité et la recherche de cadres collectifs.

Dans le domaine des technologies de l'information et de la communication ou dans celui de l'*empowerment*, on remarque une tendance à revendiquer une alternative aux modèles existants. Le sentiment de faire du neuf s'accompagne d'une critique des écueils rencontrés au sein des dispositifs existants. Qu'il s'agisse de transformer l'action sociale de l'État, de produire des alternatives collectives et locales à la politique des grands groupes, ou d'alimenter de nouvelles méthodes de production et de diffusion des savoirs, l'attitude récurrente est celle d'une mise en perspective politique à travers une valorisation de l'action.

La tendance de nombreux collectifs et associations est de situer leur activité dans une perspective de résultats. Le principe premier est celui de l'agir, du faire. L'expression d'une alternative ne s'incarne pas dans un discours, mais dans une série de réalisations concrètes : l'adhérent laisse place au contributeur. L'engagement est un acte qui ne se paie pas de mots. Aussi les ressorts de l'engagement peuvent-ils être multiples et le rapport au politique très diversifié en fonction des réseaux et des secteurs. La valorisation de la création ou de l'innovation incite à considérer la modernité politique en dehors des institutions existantes. Cela se matérialise par le souhait d'une relative autonomie vis-à-vis de l'État, et dans une

²⁶ Norber Elias, *La société des individus*, Fayard, Paris, 1991.

moindre mesure vis-à-vis du secteur privé lucratif. L'engagement dans la création de liens nouveaux s'articule à une volonté de dégagement des tutelles institutionnelles trop prégnantes.

De ce point de vue, les deux secteurs que nous avons isolés alimentent une forme de démocratie d'interpellation. Il s'agit de doter les individus, qui s'engagent dans les projets, de ressources collectives à même de les constituer en citoyens autonomes. L'intégration sociale dans les réseaux donne une matérialité collective à leur expression politique. L'État est interpellé et incité à accompagner les transformations issues des réseaux et du partage en aménageant les cadres normatifs et juridiques. On peut repérer cela dans le refus d'institutionnalisation d'un certain nombre de projets sociaux dans les quartiers populaires ou dans les polémiques autour de l'encadrement du financement participatif (*crowdfunding*).

Au principe de nombreuses expériences collectives, la contribution volontaire à des projets constitue ainsi un indice d'une modification sensible du rapport au politique à travers l'engagement dans la promotion du savoir ou des solidarités. Il s'agit de « faire ensemble » plutôt que de « faire un tout ». L'enjeu principal réside dans la définition des modalités de l'action, de son rythme, de sa visibilité et de sa diffusion, sans présumer de l'insertion dans des grands schémas de pensée ou de développement. Cela ne signifie pas que la valorisation de l'action soit dégagée de valeurs, mais plutôt que la volonté de mettre à distance les grands schémas explicatifs, « le temps de faire », constitue en tant que tel un certain type de rapport au politique. La culture du Libre ou les méthodes de *community organizing* ne constituent pas en soi des préalables ni des finalités à l'action de groupe, mais une proposition pour mettre en action le réseau. Pour ces raisons, on comprend mieux la valeur que prend l'action : elle ne constitue pas seulement l'occasion de l'expression politique, mais de plus en plus l'expression politique elle-même. La mise en réseaux et le partage s'en trouvent déplacés au cœur du processus.

UNE PEDAGOGIE DE L'ACTION ENTRE RESEAU ET PARTAGE

Au cours de ce repérage, nous avons pu constater une tendance à l'ouverture des projets à des personnes qui ne sont pas dans les structures ou qui n'en sont pas à l'origine. La communication autour des projets est ouverte et incite à l'intégration en cours de route de nouvelles personnes, de nouvelles idées. Le cadre préexistant n'enferme pas le développement des activités dans un groupe restreint. De ce fait, ce n'est pas la structure seule qui relie les individus, mais aussi les méthodes de travail collectif. Les notions de *réseau* et de *partage* sont également au cœur des expérimentations, parce qu'elles opèrent comme une pédagogie de l'action.

Le flou relatif des frontières entre les secteurs marchand et non marchand dans le domaine des nouvelles technologies de l'information et de la communication permet l'émergence de modalités de production et d'espaces de diffusion des savoirs renouvelés. À ce titre, la culture des logiciels libres agit comme support technique, comme modalité d'organisation du travail, comme moteur d'une co-élaboration. En écho, les expériences d'*empowerment* font des réseaux affinitaires le support de l'action. L'expérience grenobloise d'Alliance citoyenne place au cœur de son dispositif méthodologique le réseau de sociabilité des habitants, pour déterminer le territoire de l'action. Le collectif Pouvoir d'agir situe quant à lui la dynamique de renouvellement du travail social en appui sur les liens communautaires et les réseaux territorialisés.

C'est également le cas des espaces de *coworking*, qui diffusent une culture et des outils issus des logiciels libres à travers la réalisation de projets dont ce n'est pas l'objet principal. L'exemple de la Cantine à Paris vient le souligner. L'activité de *coworking* est liée à une activité dans le domaine de l'événementiel, domaine dans lequel la structure promeut l'usage de logiciel libre et plaide pour un travail en réseau. Cela constitue la culture des logiciels libres comme support technique, comme modalité d'organisation du travail, comme moteur d'une co-élaboration.

Bien souvent, on constate une combinaison de méthodes qui vient interroger les frontières entre pédagogies traditionnelles et pédagogies actives. Ainsi, la Cantine de Paris organise des événements de nature différente, mais qui se combinent entre eux. Il peut y avoir à la fois des formats classiques de conférences ou de débats, mais également des événements plus collectifs basés sur la formation par la pratique comme les barcamps ou les hackathons²⁷. Dans les barcamps, l'idée est de réunir des individus autour d'un sujet et de créer des ateliers de travail sur proposition des participants. L'objectif est de créer un moment d'échange et un espace de réflexion, souvent autour d'une problématique à clarifier ou à d'un problème à résoudre. À titre d'exemple, deux jours ont été organisés à Paris autour du data journalisme qui ont réuni des développeurs, des designers et des journalistes pour réfléchir collectivement aux besoins et développer des applications spécifiques à ce domaine. À Lyon, on peut noter l'exemple de la collaboration entre la Cordée (regroupement de travailleurs indépendants) et l'atelier des médias (entreprise) qui sont sur le même secteur, et qui au lieu d'alimenter leurs concurrences, organisent en commun une initiative du réseau national des *coworking* à Lyon (juin 2013). Ce type d'activités repose tout à la fois sur la mise en commun de savoirs et de savoir-faire, sur la répartition coordonnée du travail et sur un socle culturel commun organisé autour du partage. Ces exemples soulignent également la relative porosité des espaces professionnels.

Ces expériences illustrent une volonté partagée par une diversité d'acteurs de pratiquer un rapport au savoir qui s'appuie sur les réseaux et le partage pour requalifier de concert les individus et les groupes dans lesquels ils s'inscrivent. C'est le pari de plusieurs structures engagées dans la promotion de la culture du Libre, mais c'est également ce qui est au principe de la reconnaissance d'une expertise sociale des habitants, telle qu'elle s'exprime dans les initiatives de *community organizing*.

VALORISER LES COLLECTIFS DE TRAVAIL NON HIERARCHISES

Le repérage effectué montre une recherche, largement partagée, de nouvelles modalités de travail et d'action. Qu'il s'agisse d'inventer de nouveaux modèles, de donner vie à de nouvelles structures ou de transformer des pratiques institutionnelles existantes, on observe une tendance à la valorisation du

27. Un barcamp est une rencontre, une non-conférence ouverte qui prend la forme d'ateliers-événements participatifs où le contenu est fourni par les participants qui doivent tous, à un titre ou à un autre, apporter quelque chose au barcamp. C'est le principe : pas de spectateur, tous participant. L'événement met l'accent sur les toutes dernières innovations en matière d'applications Internet, de logiciels libres et de réseaux sociaux. (Source : Encyclopédie Wikipédia.) Un hackathon est un événement où des développeurs se réunissent pour faire de la programmation informatique collaborative, sur plusieurs jours. Le terme est un mot-valise constitué de hack et marathon. (Source : Wikipédia.)

caractère collectif de l'action menée et à la mise en avant de la nature innovante des projets. La pratique acte le fait que chaque personne détermine son degré d'engagement dans chaque projet. Cela peut aller de l'appui ponctuel jusqu'à l'implication dans la coordination ou la synthèse, la seule règle étant que l'apport au groupe soit mutualisé et partagé. La logique de développement des relations est réticulaire. Ce ne sont ni la parcellisation ni la hiérarchisation qui organisent le travail en commun, mais les nécessités qui se dégagent de l'agrégation de contributions plus ou moins durables. De ce fait, le développement de collectifs, groupes ou structures revendiquant l'innovation et le partage sans forcément exiger la hiérarchie et la spécialisation, incite à considérer de manière plus dynamique les oppositions traditionnelles bénévolat/salariat, professionnel/non-professionnel, lucratif/non lucratif. De la même manière, les expériences pratiques d'*empowerment* tendent à remettre en cause le statut de l'expertise sociale, en dotant des collectifs d'habitants d'un pouvoir nouveau, qui aplanit les hiérarchies traditionnelles du travail social.

L'utilisation du travail des autres est valorisée sous la forme d'une mise au pot commun. En cela, la co-élaboration à l'œuvre dans les communautés numériques du Libre ne se confond pas avec la division sociale du travail. Ces éléments peuvent nous inciter à voir une sorte d'écho à la forme associative et à l'engagement bénévole, basés sur des contributions non directement situées dans des hiérarchies professionnelles. Pour autant, une différence significative est apparue au cours de ce repérage. Elle réside dans les modalités d'association des individus aux projets. En effet, la plupart de ces communautés s'organisent autour d'un objet ou d'un service concret et ne présupposent pas un accord sur la vision d'une problématique (opinion, projet associatif, statuts fermes, etc.). Il existe bien entendu de grands principes qui animent les collectifs, mais ceux-ci fonctionnent comme une architecture de travail et non comme des frontières normatives dans le développement du projet. En quelque sorte, on développe une logique qui fait qu'on ne déploie pas un projet, mais qu'on rayonne autour de lui. Cela explique en retour que la forme juridique du collectif importe peu. On trouve aussi bien des statuts associatifs, coopératifs ou commerciaux pour donner une existence légale à ces collectifs de travail.

Ce fonctionnement induit un impératif de non-hiérarchisation – ou de très faible hiérarchisation –, que viennent accompagner de nombreuses modalités pratiques de coordination et de délibération (forum, visioconférence, sondage, etc.). Le travail produit est celui d'un groupe. Chaque contributeur propose des modifications qui doivent laisser apparaître les changements et démontrer la capacité d'une nouvelle version à résoudre des problèmes sur laquelle la précédente butait. Dans la plupart des cas, l'action part de personnes aux statuts et aux implications très diverses. On retrouve cela à la fois dans les initiatives qui œuvrent à la production d'un objet (Fablab par exemple), que dans celles qui cherchent à élaborer des campagnes (action sociale dans un quartier, promotion des savoirs liée au numérique, défense des libertés individuelles, etc.).

Ces différents éléments d'observation expliquent que nous avons pu constater le développement de références à de nouveaux concepts, à de nouvelles manières de s'organiser. On peut citer l'exemple de la notion de pollinisation mobilisée par les contributeurs de Movilab, ou l'affirmation progressive de la notion de stigmergie, empruntée aux sciences naturelles. Celle-ci renvoie à un mécanisme de coordination indirecte entre agents ou actions. Le principe est qu'une trace laissée par une action dans l'environnement

stimule l'accomplissement de l'action suivante, que ce soit par le même agent ou par un agent différent. De cette façon, les actions suivantes tendent à se renforcer et à bâtir sur l'existant, ce qui conduit à l'émergence spontanée d'une activité d'apparence cohérente et systématique. La stigmergie est une forme d'auto-organisation. Elle produit des structures complexes sans avoir besoin de plan, de contrôle ni même de communication directe entre les agents. Elle représente en cela une manière renouvelée d'envisager l'association des individus. L'encadré ci-après en donne une définition.

Stigmergie

« Un système basé sur les personnes ne permet jamais de collaboration à grande échelle sans un système de représentation, comme on en voit dans les organisations comme les Nations unies. Si nous voulons quitter le système de représentation tout en permettant à toutes les voix d'être entendues, nous devons trouver de nouvelles méthodes de collaboration qui marchent avec des systèmes basés sur les idées ou les actions. Des groupes concentriques d'utilisateurs avec des communautés [epistemic] et des passerelles de connaissances peuvent fonctionner pour des systèmes fondés sur les idées ; pour les systèmes agissants, la stigmergie pourrait être la meilleure option.

À l'heure actuelle, la réponse habituelle à une situation qui nécessite une action c'est de créer une entité nominale, sous la forme d'un comité, une commission, une organisation, une entreprise, une organisation non gouvernementale, une agence gouvernementale, etc. Trop souvent l'action n'apparaît jamais car il y a à la place une focalisation sur l'organisation et les personnes impliquées.

La plupart des systèmes actuels sont gérés par des organisations compétitives/concurrentielles. La compétition crée des redondances, ralentit et gâche des ressources sur la protection des idées, la publicité et autres. La compétition nécessite aussi du secret ce qui bloque progrès, évaluation et fait perdre des idées et des opportunités. Brevets et droits d'auteurs réduisent encore plus la vitesse et le potentiel de suggestion d'idées. Les gens qui ont la plus grande expertise ne collaborent pas à moins d'être recrutés sur le même projet.

Traditionnellement l'alternative à la compétition a été la coopération. Celle-ci est au plus efficace uniquement dans les groupes de deux à huit personnes. Pour les groupes supérieurs à 25 personnes, la coopération est terriblement lente, un exercice de gestion de caractères qui dégénère rapidement en discussions sans fin et brossage dans le sens du poil de sensibilités heurtées, elle est extrêmement vulnérable aux « agents provocateurs », et, dans les groupes de grandes tailles aboutit très rarement à quoi que ce soit de valable. La coopération repose traditionnellement sur le principe démocratique que toutes les voix sont égales, donc elle ne permet pas aux leaders, utilisateurs avec une expertise, énergie ou compréhension accrue, d'avoir une influence plus importante que ceux agissant en périphérie.

La coopération gâche beaucoup de temps et de ressources à discuter et à discuter les discussions. Dans un système basé sur l'action, la discussion est rarement nécessaire, car l'opinion de ceux qui ne font pas le travail a probablement peu de valeur, sauf dans le cas où un conseil est sollicité auprès d'une personne experte et de confiance.

La coopération et le système basés sur la coopération sont généralement dominés par des personnalités extraverties qui prennent des décisions pour contrôler le travail des autres et créent un ressentiment justifié auprès de ceux qui font le travail. La plupart des travailleurs n'apprécient pas un système hiérarchique [...] car ils perdent de l'autonomie, la maîtrise et le contrôle créatif de leur propre travail ; que le système de prise de décision soit hiérarchique ou horizontal, le sentiment final n'est pas différent.

Les systèmes coopératifs utilisent fréquemment le consensus ou le vote pour prendre des décisions pour tout le groupe ; ces méthodes risquent de ne pas produire les meilleurs résultats car beaucoup de gens ne comprendront pas le travail s'ils ne le pratiquent pas, et ils peuvent demander des choses qu'eux mêmes ne voudraient pas faire. Les systèmes basés sur le consensus sont aussi sensibles à "l'esprit de ruche", à l'appropriation par le groupe des idées et du travail d'individus, ce qui peut créer encore plus de ressentiment. »

Source : <http://imaginationforpeople.org/wiki/workgroup/animfr/stigmergy>

CONCLUSION

Les questions ouvertes par les transformations du rapport au savoir, au travail et à la participation politique interrogent l'éducation populaire à plusieurs niveaux. Il s'agit de réussir à comprendre et à analyser ce processus. Comme avait pu l'observer Hugues Bazin à propos du rap, il s'agit d'un phénomène social aux multiples facettes, et qui se caractérise par le fait qu'une série d'acteurs se découvrent en tant qu'acteurs dans leurs capacités d'agir dans la société. Parallèlement, une série de chercheurs et d'acteurs prennent ces mutations pour objet, en les insérant dans des problématiques sociales, politiques et territoriales plus générales. Cela doit nous inciter à reformuler les enjeux propres à l'éducation populaire, en articulant la richesse des pratiques existantes dans ce domaine aux problématiques ouvertes par des expérimentations qui n'y sont pas liées institutionnellement. S'il est intéressant d'être attentif à ce qui se pratique sur le terrain, c'est moins pour trouver des recettes que pour se donner des angles divers de réflexion sur la nature de l'action à mener, afin d'adapter aux transformations contemporaines la pensée émancipatrice de l'éducation populaire. Il est probable, de ce point de vue, que la solution soit dans la combinaison de différentes perspectives.

À les considérer globalement, ces différents éléments exposent, par touches successives, l'importance prise par l'objectif de réalisation de soi dans le développement des activités collectives de promotion des savoirs et des solidarités. Loin de l'image d'une spontanéité incohérente, l'émergence et la transformation contemporaine de l'engagement font de l'acteur le centre du dispositif, du réseau le cadre de la construction des savoirs et des solidarités, et du partage le moteur d'un enrichissement mutuel à vocation collective. Produire et promouvoir des alternatives œuvrant à l'émancipation de chacun est un horizon partagé. Ce faisant, le collectif est valorisé en tant que ressource, en tant que le lieu de formation, de circulation, d'impulsion. La volonté de sortir d'une logique de label pose de manière percutante la question de la reconnaissance du « faire soi-même au contact des autres » comme entreprise de dégagement des tutelles.

Reste néanmoins que l'émancipation individuelle par la contribution à une action mise en réseau n'est pas également distribuée entre les groupes sociaux, les générations, les territoires. La conscience de ces inégalités est nécessaire dans la prise en compte des enjeux de la reconnaissance de l'individualité, entendue comme une donnée nouvelle dans le rapport de l'État aux individus. Les inégalités dans ce processus constituent un enjeu majeur pour l'éducation populaire puisqu'il s'agit de promouvoir le caractère général de l'émancipation, en insistant non seulement sur le caractère collectif des méthodes de travail, mais aussi en considérant les enjeux sociaux et territoriaux. Cela incite à réfléchir à la manière dont les politiques publiques et les initiatives associatives peuvent venir accompagner une « politique des individus » qui place ces pratiques au cœur d'une réflexion sur l'élargissement d'un droit à l'émancipation assis sur les réseaux. En définitive, ce document de travail s'est efforcé d'ouvrir la focale, mais il reste à bien des égards une ébauche. Il voudrait être une invitation à déployer une investigation plus globale, qui permettrait de mieux saisir les liens pratiques et théoriques de l'ensemble de ces expérimentations pour alimenter le travail de l'éducation populaire.

L'INJEP, Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire, est un établissement public national placé sous la tutelle du ministre chargé de la jeunesse, qui a pour mission :

- ◊ d'observer et d'analyser les pratiques et les attentes des jeunes, ainsi que les politiques et les actions qui leur sont destinées ;
- ◊ de participer à leur évaluation ;
- ◊ de réaliser et de diffuser des études et des analyses conduites dans ces domaines aussi bien sous forme papier que numérique ou dans le cadre de conférences, séminaires, colloques ou rencontres ;
- ◊ de contribuer à la connaissance et à l'analyse des politiques en faveur de la jeunesse des autres pays, particulièrement de l'Union européenne ;
- ◊ d'exercer une veille documentaire et de constituer un centre de ressources pour les acteurs de jeunesse et d'éducation populaire ;
- ◊ de proposer, en cohérence et en complémentarité avec ces missions, des activités de formation, d'études et de conseil, ou sa participation à l'organisation de manifestations en faveur de la jeunesse.

L'INJEP fonctionne ainsi comme un centre d'expertise et un laboratoire d'idées au service des politiques de jeunesse.

L'INJEP a, en outre, été désigné comme l'agence de mise en œuvre du programme européen Jeunesse en action qui complète dans le champ de l'éducation non formelle les programmes européens de formation initiale et de formation tout au long de la vie.

L'INJEP, enfin, fait partie du groupement d'intérêt public constituant l'Agence du service civique.

PUBLICATIONS SUR

www.injep.fr ou base de données



Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire

Établissement public sous tutelle de la ministre des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative
95 avenue de France - 75650 Paris Cedex 13 - Tél. : 01 70 98 94 00 - www.injep.fr / www.jeunesseenaction.fr

